

INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'intégration africaine prend forme à Alger

Le Salon africain de l'automobile, organisé dans le cadre de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), a ouvert ses portes vendredi au Palais des expositions d'Alger, en présence des principaux acteurs du secteur automobile du continent. Cette rencontre marque une étape clé dans les efforts visant à bâtir un véritable écosystème industriel africain, capable de répondre à la demande croissante en véhicules et de dynamiser le commerce intra-africain. P 3



INTÉGRATION AFRICAINE **Des ambitions et des défis à relever**

En accueillant la 4^e édition de l'Intra-African Trade Fair (IATF 2025), Alger a donné le ton. Le pays entend s'imposer comme un moteur de l'intégration économique africaine. Du 4 au 10 septembre, chefs d'État, experts et hommes d'affaires se sont réunis au Centre international des conférences Abdelatif Rahal pour débattre d'un enjeu majeur : faire passer la part des échanges intra-africains de 15 % aujourd'hui à 60 % d'ici 2040. Un objectif ambitieux qui placerait le continent au niveau de l'Europe et de l'Asie.

P 2

**AVEC UNE CROISSANCE DE
3,7% ET UN PIB EN HAUSSE
DE 7,2% EN 2024**

La résilience de l'économie algérienne confirmée

La croissance économique en Algérie se maintient effectivement depuis 2021, après avoir connu un choc sévère en 2020 dû à la pandémie de COVID-19 et à la chute des prix pétroliers. Mais sa capacité de résilience a permis de maintenir le cap des réformes et de confirmer des performances dans certains secteurs stratégiques. Selon le dernier rapport de l'ONS (Office national des statistiques), la croissance réelle de l'économie algérienne a atteint 3,7 % en 2024. Cette évolution traduit le maintien d'une dynamique économique positive.

P 5

IATF /AFREXIMBANK **Lancement officiel de la Société africaine du Commerce et de la Distribution**

Le président de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), M. Oramah Benedict, a annoncé, vendredi à Alger, le lancement officiel de la Société africaine du Commerce et de la Distribution, visant à soutenir les échanges commerciaux intra-africains, l'exportation et la transformation des matières premières en Afrique.

P 3

PLUS DE 30 AGENCES
AFRICAINES RÉUNIES À ALGER
**Vers un espace intégré
d'investissement** P 2

ALGÉRIE- MOZAMBIQUE
**Signature de six accords et
mémoires d'entente** P 5

D'UNE VALEUR TOTALE DE 100
MILLIONS DE DOLLARS SUR CINQ ANS
**« Elsewedy Electric-
Algérie » signe des contrats
d'exportation vers la Côte
d'Ivoire** P 16

TRANSPORT AÉRIEN

Tebboune ordonne
l'ouverture d'une ligne
directe vers N'Djamena

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné l'ouverture d'une ligne aérienne directe vers la capitale tchadienne N'Djamena, en vue de consolider les liens entre les peuples des deux pays. Lors d'une visite jeudi, aux stands de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), au Palais des expositions (Pins Maritimes-Alger), dans le cadre de la cérémonie d'ouverture de la 4e édition de cet événement, le président de la République a enjoint au Président-directeur général d'Air Algérie d'ouvrir une ligne aérienne commerciale vers N'Djamena, insistant sur la nécessité d'inscrire cette ligne parmi les priorités de la compagnie. Le président de la République a également ordonné la mise à disposition d'un port dédié à l'exportation du ciment. Au niveau du pavillon des start-up et de la fabrication des réactifs médicaux, le président de la République a salué les progrès notables réalisés par ces entreprises, à même de répondre aux besoins du marché national. Le président de la République a écouté, à cette occasion, les explications fournies par des entreprises économiques nationales, africaines et internationales, participant à cet événement qui se tient à Alger du 4 au 10 septembre courant.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le nombre des bourses
destinées aux jeunes
africains revu à la hausse

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, a déclaré, vendredi à Alger, que son secteur doublera le nombre de bourses accordées aux jeunes africains dès la prochaine année de formation, une initiative qui témoigne de l'importance que l'Algérie accorde à sa dimension africaine. Dans une déclaration à la presse, en marge de la Journée des diasporas africaines, organisée dans le cadre de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal, M. El Mahdi Oualid a précisé que les jeunes africains "bénéficiaient auparavant de 500 bourses chaque année dans le domaine de la formation professionnelle", et que le nombre de ces "bourses va être revu à la hausse au cours de la prochaine année de formation". Le ministre a également annoncé le lancement, dans les prochaines semaines, d'un institut africain de formation professionnelle dans la wilaya de Boumerdès.

INTÉGRATION AFRICAINE

Des ambitions et des défis à relever

En accueillant la 4^e édition de l'Intra-African Trade Fair (IATF 2025), Alger a donné le ton. Le pays entend s'imposer comme un moteur de l'intégration économique africaine. Du 4 au 10 septembre, chefs d'État, experts et hommes d'affaires se sont réunis au Centre international des conférences Abdelatif Rahal pour débattre d'un enjeu majeur : faire passer la part des échanges intra-africains de 15 % aujourd'hui à 60 % d'ici 2040. Un objectif ambitieux qui placera le continent au niveau de l'Europe et de l'Asie.

Par M. A.

Invité sur le plateau d'AL24 News, le professeur Mohamed Chérif Belmihoub, économiste et ancien ministre algérien de la Prospective, a insisté avec force : « Nous ne pouvons plus nous contenter de parler de potentiel. Soixante ans après les indépendances, l'Afrique doit bâtir une véritable stratégie d'intégration ». Pour lui, le défi est autant économique que géopolitique. L'Afrique, a-t-il rappelé, reste le continent le moins intégré, notamment en Afrique du Nord, où les économies, malgré leurs ressources, contribuent faiblement au PIB continental. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. L'Afrique représente près de 20 % de la superficie terrestre mondiale et 20 % de la population mondiale, dont 60 % ont moins de 25 ans. Pourtant, le continent ne génère qu'un PIB de 3 000 à 3 400 milliards de dollars, soit moins que l'Allemagne avec ses 4 500 à 7 600 milliards de dollars. Pire, les cinq premiers pays africains concentrent 55 % du PIB, et les dix premiers, 75 %, laissant plus de 40 pays dans une situation de « micro-économies ».

Pour Mohamed Bacha, docteur en macroéconomie et ancien ministre de l'In-

dustrie, l'organisation de l'IATF en Algérie est tout sauf un hasard. « C'est une impulsion nouvelle. L'Algérie, par son histoire et sa vocation panafricaniste, a toujours porté la cause de l'intégration. Notre pays veut aujourd'hui transformer ce rôle politique en un moteur économique », a-t-il souligné. La question des corridors logistiques s'impose comme l'un des leviers de cette transformation. Neuf grands corridors transafricains ont été identifiés par l'Union africaine, parmi lesquels la route Transsaharienne Alger-Lagos, symbole d'une connectivité nouvelle entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne. Mais les défis restent lourds : coûts de transport prohibitifs (50 à 70 dollars la tonne pour 1 000 km par rail, 150 dollars par route, et jusqu'à 2 000 dollars par avion), délais douaniers interminables et absence d'harmonisation des normes. « La mobilité des marchandises est contrainte par le manque d'infrastructures et par le poids des législations nationales. Sans corridors fonctionnels, il n'y a pas de marché continental », a insisté le professeur Belmihoub. Si les infrastructures sont essentielles, l'enjeu reste surtout l'industrialisation. Plus de 70 % des exportations africaines reposent encore sur les matières premières, souvent

bradées : le cacao, par exemple, est vendu brut à moins de 3 dollars la tonne, puis revendu transformé à 15 dollars les 20 grammes. « On ne commerce pas ce qu'on ne produit pas. L'Afrique doit s'industrialiser, valoriser ses chaînes de valeur et cesser d'exporter sa richesse à l'état brut », a tranché Mohamed Bacha. L'autre enjeu majeur est financier. La Banque africaine de développement estime à 180 milliards de dollars par an pendant dix ans les besoins d'investissement pour moderniser les infrastructures. Mais l'Afrique reste dépendante des institutions internationales. « Sur 29 pays ayant subi des programmes d'ajustement structurel du FMI, 22 sont africains. Très peu en sont sortis positivement », a rappelé Pr. Belmihoub, plaidant pour la création d'une agence africaine de notation de crédit. Malgré ces contraintes, l'espoir domine à Alger. L'IATF 2025 est présenté comme un laboratoire de solutions africaines aux défis africains. En visant 60 % d'échanges intra-continents d'ici 2040, l'Afrique trace un cap clair. Mais la route sera longue, et comme l'a résumé Belmihoub, « il ne suffit pas de rêver l'intégration, il faut la construire, pas à pas, par la production, par l'industrialisation et par une véritable volonté politique ».

PLUS DE 30 AGENCES AFRICAINES RÉUNIES À ALGER

Vers un espace intégré d'investissement

Par Mourad A.

Alger s'est imposée cette semaine comme un carrefour de la coopération économique africaine. En marge de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), un mini-sommet des agences africaines de promotion de l'investissement a réuni plus de 30 agences venues de tout le continent, aux côtés de ministres, de responsables publics, d'organismes économiques et de partenaires internationaux. Dans son allocution d'ouverture, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a souligné la vocation de l'Algérie à jouer un rôle central dans l'intégration africaine. « Notre pays dispose d'opportunités d'investissement, de ressources naturelles et humaines, ainsi que d'une position géographique stratégique qui fait de lui une passerelle entre l'Afrique, l'Europe et la Méditerranée », a-t-il déclaré. Pour lui, l'investissement est un levier incontournable pour dynamiser le commerce intra-africain, évalué à 208 mil-

liards de dollars en 2024, soit seulement 15 % des échanges commerciaux du continent. « Ce niveau reste en deçà des attentes par rapport aux autres blocs économiques », a-t-il insisté. Le responsable a rappelé le rôle crucial des agences de promotion de l'investissement dans ce processus : identifier et valoriser les opportunités disponibles, fournir des informations fiables aux opérateurs et renforcer les partenariats régionaux. Il a également affiché la disponibilité de l'AAPI à coopérer plus étroitement avec ses homologues africains, en adoptant les meilleures pratiques mondiales adaptées aux spécificités du continent. La secrétaire d'État chargée des Affaires africaines, Selma Bakhta Mansouri, a pour sa part mis en avant l'importance d'une vision collective : « Ce sommet reflète une conscience commune de la nécessité de bâtir un espace intégré d'investissement, capable d'attirer des capitaux à valeur ajoutée et de positionner l'Afrique comme un acteur actif sur la scène économique mondiale ». Elle a qualifié l'IATF de « véritable laboratoire pratique pour transformer le discours politique en pro-

jets concrets », insistant sur sa vocation à rapprocher les investisseurs africains et à promouvoir les secteurs stratégiques. Du côté des partenaires financiers, GainmoreZanamwe, directeur à l'Afreximbank, a rappelé que la banque accompagnait déjà six agences africaines d'investissement et qu'elle avait créé un département dédié à la promotion de l'investissement. Il a souligné l'importance du transfert de technologie et assuré de la volonté de l'institution « d'accompagner les investisseurs désireux d'accéder au marché algérien, mais aussi de soutenir les opérateurs algériens dans leurs projets sur le continent ». Même son de cloche du côté de la WAIPA. Son directeur exécutif adjoint, Dushyant-Thakor, a salué les efforts déployés par l'Algérie et a insisté sur la nécessité de diversifier les investissements. « Le continent connaît un développement économique remarquable ces dernières années. Pour maintenir cette dynamique, nous devons renforcer le rôle des agences africaines de promotion et leur donner les moyens de jouer pleinement leur mission », a-t-il affirmé.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'intégration africaine prend forme à Alger

Le Salon africain de l'automobile, organisé dans le cadre de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), a ouvert ses portes vendredi au Palais des expositions d'Alger, en présence des principaux acteurs du secteur automobile du continent.

Par Sirine R

Cette rencontre marque une étape clé dans les efforts visant à bâtir un véritable écosystème industriel africain, capable de répondre à la demande croissante en véhicules et de dynamiser le commerce intra-africain. Représentant le Premier ministre par intérim, Sifi Ghrieb, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a inauguré le Salon aux côtés de responsables algériens et étrangers, dont la ministre tunisienne de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Fatma Chiboub, ainsi que des représentants de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et de l'Association africaine des constructeurs automobiles (AAAM). Dans une allocution lue en son nom, M. Ghrieb a rappelé que l'Algérie dispose déjà d'atouts importants dans la fabrication automobile, notamment dans les engins lourds utilisés dans les travaux publics et l'agriculture, où les taux d'intégration nationale atteignent 70 %. Il a mis en avant la stratégie ambitieuse du pays visant à développer l'industrie des véhicules légers, avec un objectif d'au moins 30 % de pièces produites localement, grâce à l'implication des fournisseurs nationaux et étrangers. « Grâce à sa position géostratégique de porte d'entrée de l'Afrique vers l'Europe et à ses infrastructures modernes, l'Algérie peut devenir un hub régional de production et de distribution, un espace d'intégration industrielle et un vecteur de coopération intra-africaine », a-t-il affirmé. En accueillant l'IATF, l'Algérie « entend se poser en partenaire actif dans le façonnement de l'avenir de l'industrie automobile en Afrique, en vue de renforcer

l'indépendance de la décision économique du continent et d'offrir de nouvelles opportunités de croissance et de prospérité à ses peuples », a ajouté le Premier ministre par intérim, voyant dans cette foire un espace propice à la conclusion de partenariats fructueux et un point de départ vers la construction d'une industrie africaine intégrée, compétitive et durable.

Coopération régionale et vision prospective

Les débats organisés en marge du Salon ont mis en évidence l'importance de la coopération régionale. Pour la présidente de l'AAAM, Martina Biene, « l'Afrique a besoin de solutions africaines » fondées sur ses ressources humaines et matérielles, et doit accélérer la construction d'un écosystème intégré. Selon elle, le continent pourrait produire entre 3,5 et 5 millions de véhicules par an d'ici 2035, créant ainsi des millions d'emplois et consolidant les chaînes d'approvisionnement locales. De son côté, Themba Khumalo, conseiller auprès de la ZLECAF, a appelé à investir davantage les capacités financières internes de l'Afrique afin de réduire la dépendance aux financements extérieurs. Il a insisté sur la nécessité de mettre en place un environnement commercial compétitif pour attirer les investissements directs et soutenir la fabrication locale de composants. Le directeur général du développement industriel au ministère de l'Industrie, Kheireddine Benaïssa, a pour sa part souligné que l'Afrique est en train de passer du statut de consommateur à celui de producteur, grâce à l'essor de la sous-traitance et au retour des grandes marques mondiales.

Un mémorandum pour structurer la filière

En marge de la rencontre, un mémorandum d'entente a été signé entre Afreximbank et l'AAAM afin de promouvoir le commerce et l'investissement dans le secteur. Cet accord porte sur trois axes majeurs : le lancement de chaînes régionales pour l'industrie des batteries automobiles, l'élaboration d'une politique de financement dédiée et le renforcement des capacités locales. Pour Hichem Elloumi, président du groupe tunisien COFICAB, des progrès notables sont enregistrés en matière de recherche et développement, mais des obstacles logistiques continuent de freiner les échanges intra-africains. Les participants ont ainsi insisté sur l'importance de la certification d'origine des véhicules et composants, de la modernisation des infrastructures logistiques et de l'adaptation aux mécanismes de la taxe carbone imposée par l'Europe. Par ailleurs, le vice-président exécutif d'Afreximbank, Haytham El Maayergi, a salué le rôle de l'Algérie dans l'organisation de ce Salon, estimant que le continent possède tous les éléments pour bâtir une industrie automobile intégrée, moteur du commerce intra-africain et de la prospérité commune. En somme, le message porté par cette édition de l'IATF est clair : l'industrie automobile peut devenir l'une des locomotives de la transformation économique africaine, à condition de miser sur les ressources locales, d'élargir les partenariats et d'investir dans des chaînes de valeur régionales solides. Il est à rappeler que le Salon africain de l'automobile se poursuit jusqu'au 10 septembre, avec au programme conférences, workshops et rencontres B2B, offrant une plateforme unique pour renforcer la coopération et dessiner la future carte industrielle du continent.

IATF /AFREXIMBANK

Lancement officiel de la Société africaine du Commerce et de la Distribution

Par Réda Hadi

Le président de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), M. Oramah Benedict, a annoncé, vendredi à Alger, le lancement officiel de la Société africaine du Commerce et de la Distribution, visant à soutenir les échanges commerciaux intra-africains, l'exportation et la transformation des matières premières en Afrique. Cette annonce est intervenue en marge de la Journée

des diasporas africaines, organisée au Centre international de conférences (CIC) "Abdelatif Rahal et présidée par le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb, chargé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", en présence de responsables africains, et ce dans le cadre de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), que l'Algérie abrite du 4 au 10 septembre en cours. Dans une déclaration à l'APS, le Directeur de l'Unité

Financement, Commerce, et Entreprises d'investissement à l'Afreximbank, Ayman El-Zoghby a expliqué que les opérations de la Société africaine du Commerce et de la Distribution avait débuté, au cours de cette année, à travers la commercialisation d'une gamme de produits, avant son lancement officiel aujourd'hui à Alger. Il a souligné que la création de cette entreprise vise à encourager la commercialisation des produits africains, notamment les matières premières

dans les pays du continent, afin qu'elles soient transformées au lieu d'être exportées à l'état brut vers d'autres continents, générant ainsi de la valeur ajoutée en Afrique. D'un capital social s'élevant à près d'un (1) milliard de dollars, cette société, détenue par Afreximbank, "commencera ses opérations de manière plus efficace et à plus grande échelle et disposera de ses propres ressources de financement", a-t-il expliqué.

IATF 2025

La dynamique de l'édition d'Alger, "une force propulsive" pour les préparatifs de la Conférence africaine des start-up

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a affirmé, hier à Alger, que la dynamique caractérisant la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), organisée à Alger du 4 au 10 septembre, constituait «une force propulsive» pour les préparatifs de la prochaine édition de la Conférence africaine des start-up prévue en décembre prochain. Dans une déclaration à la presse, à l'issue de l'ouverture du Forum pour le développement des petites et moyennes entreprises (PME), organisé dans le cadre de l'IATF 2025 au Palais des expositions, M. Ouadah a indiqué que la prochaine édition de la Conférence africaine des start-up prévue en décembre prochain, viendra renforcer les efforts visant à développer la coopération africaine dans les domaines de l'innovation et de la technologie, en tirant profit de la dynamique enregistrée actuellement dans la foire dans ce domaine. Soulignant que les préparatifs de ce «rendez-vous important » sont en cours afin de faire de la prochaine édition la plus importante depuis son lancement en 2022, le ministre a précisé que la Conférence africaine des start-up constitue désormais «le plus important évènement technologique au niveau du continent». L'IATF comprend plusieurs activités dans le domaine de l'innovation, dont «le pôle africain de la recherche et de l'innovation» et «le programme de l'UA pour les start-up» ce qui donnera une forte impulsion à l'évènement à venir, a-t-il fait savoir. Il a relevé que tous les pays africains ont manifesté leur volonté de renforcer la coopération intra-africaine dans ce domaine, tout en soulignant que le défi reste de «trouver des mécanismes pratiques et efficaces pour concrétiser cette coopération».

MOHAMED MEZIANE, MINISTRE DE LA COMMUNICATION

«Le discours inaugural du président de la République est historique»

Par R E.

Le discours du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, prononcé jeudi à l'ouverture de la 4^e édition de la Foire du commerce intra-africain (IATF-2025), est "historique" et a montré que "l'Algérie s'impose comme un acteur incontournable dans la dynamique de transformation du continent africain", a souligné le ministre de la Communication, Mohamed Meziane. M. Meziane s'exprimait dans une analyse publiée sur les colonnes de la presse nationale sous le titre: "Discours du président M. Abdelmad-

jid Tebboune à l'IATF: les mots et la vision". Dans ce contexte, M. Meziane a relevé que "la sémantique du discours présidentiel montre, on ne peut plus clair, que l'Algérie s'impose aujourd'hui comme un acteur incontournable dans la dynamique de transformation du continent africain". Pour le ministre de la Communication, le Président de la République a exposé la vision de l'Algérie pour le développement du continent qui s'articule, a-t-il précisé, autour d'une "Afrique forte, solidaire et prospère" et "autosuffisante sur le plan alimentaire et capable de prendre la place qui lui revient sur la scène mondiale". Dans cette

analyse, le ministre a fait savoir également que la démarche adoptée par le président de la République dans son plaidoyer "était claire, constante et fondée sur une approche inclusive et multidimensionnelle". En décortiquant le discours présidentiel, M. Meziane a évoqué les points saillants de cette allocution marquante, prononcée au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif- Rahal, devant une salle pleine de participants et d'invités, dont plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement du continent. Il est à rappeler que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a af-

firmé, jeudi, lors de la cérémonie d'ouverture de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) qu'il a présidée au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), que "l'Afrique c'est l'avenir" et que l'Algérie contribuera activement aux efforts visant à relever le défi du développement dans le continent. Dans une allocution prononcée à l'ouverture de cet évènement continental, le président de la République a affirmé que "l'Afrique c'est l'avenir", soulignant que "l'Algérie contribuera activement aux efforts visant à relever le défi du développement dans le continent".

POLLUTION DE L'AIR

L’OMM souligne la nécessité d’améliorer la surveillance de l’atmosphère

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a mis l'accent, vendredi, sur la nécessité d'améliorer la surveillance de l'atmosphère et de mettre en place des stratégies davantage intégrées, afin de préserver la santé humaine et environnementale et de réduire les pertes agricoles et économiques. Dans son dernier Bulletin sur la qualité de l'air et le climat, publié à l'approche de la "Journée internationale de l'air pur pour des ciels bleus", célébrée le 7 septembre de chaque année, l'OMM a mis en évidence "les interactions complexes entre la qualité de l'air et le climat", soulignant le rôle que jouent de minuscules particules appelées aérosols dans les feux de forêt, le brouillard hivernal, les émissions dues au transport maritime et la pollution urbaine. L'organisation onusienne analyse également les tendances et la répartition géographique de la pollution atmosphérique en 2024, ainsi que les progrès et les difficultés en matière de prévisions et d'alertes. "Le changement climatique et la qualité de l'air ne peuvent être traités séparément. Ils vont de pair et doivent être abordés ensemble afin de protéger la santé de notre planète, de nos populations et de nos économies", a indiqué la secrétaire générale adjointe de l'OMM, Ko Barrett. Elle a expliqué que "les répercussions climatiques et la pollution de l'air ne connaissent pas de frontières nationales, comme en témoignent la chaleur et la sécheresse intenses qui alimentent les feux de forêt et dégradent la qualité de l'air de millions de personnes", appelant à cet égard à "améliorer la surveillance et la collaboration internationales pour relever ce défi mondial". Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la pollution de l'air ambiant, serait à l'origine de plus de 4,5 millions de décès prématurés chaque année dans le monde, avec des coûts environnementaux et économiques considérables.

USINE FIAT D'ORAN

Lancement prochain de la production d’un nouveau modèle

Fiat El Djazair prévoit de lancer, dans les prochains jours, la production d'un nouveau modèle de la marque italienne dans son usine située à Oran, avec un taux d'intégration atteignant 20 %, selon un communiqué de l'entreprise. Il s'agit du modèle "Grande Panda", présenté lors d'un événement organisé hier jeudi au Jardin d'Essai du Hamma (Alger), en présence du secré-

taire général du ministère de l'Industrie, Salem Ahmed Zaid, du directeur exécutif de la marque Fiat, Olivier François, ainsi que du directeur des opérations du groupe Stellantis pour la région Moyen-Orient et Afrique, Samir Cherfan. "Avec l'achèvement des installations de ferrage et de peinture sur le site de Taфраoui à Oran, les premières unités de pré-série de ce modèle seront produites dans les pro-

chains jours, avant le lancement de la production en série prévu dans les mois à venir", précise le communiqué. Ce véhicule sera fabriqué en CKD (Completely Knocked Down) avec un taux d'intégration locale de 20 %, indique Fiat El Djazair, qui s'engage à porter ce taux à plus de 30 % d'ici 2026, en précisant que la production sera assurée grâce aux compétences algériennes.

ANNABA -MUNICIPALITÉ CHINOISE DE CHONGQING

Signature d’une convention de coopération

Une convention de coopération et d'amitié a été signée jeudi, à Annaba, entre cette wilaya côtière de l'est algérien et la municipalité de Chongqing (République populaire de Chine), selon un communiqué publié vendredi par les services de la wilaya. La convention, paraphée par le wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, et le maire de cette ville chinoise, s'est déroulée à l'hôtel Sheraton d'Annaba en présence de cadres du ministère de l'Intérieur, des collectivités locales, de l'aménagement du territoire, de la wilaya d'An-

naba et de membres de la délégation chinoise. La convention porte sur la modernisation de l'agriculture par l'intégration de technologies intelligentes et de solutions innovantes dans le domaine de l'irrigation et de la production agricole, ainsi que sur le développement d'un écosystème intégré pour les start-ups spécialisées dans l'industrie automobile, avec lancement de projets pilotes de lutte contre la pollution industrielle à l'aide de technologies respectueuses de l'environnement, indique le communiqué. La convention prévoit également le développement de l'utilisation de l'énergie solaire et la modernisation du réseau électrique à l'aide de technologies intelligentes afin d'améliorer l'efficacité énergétique. Il est également mis l'accent, sur le même document, sur un partenariat à même de promouvoir le tourisme réciproque entre les deux villes, ainsi que sur le développement de produits touristiques communs reflétant la diversité culturelle et civilisationnelle des deux régions. La

même convention couvre également le secteur de l'urbanisme à la faveur de l'échange d'expériences et de bonnes pratiques en matière d'aménagement urbain durable et de planification urbaine intelligente. Lors de la cérémonie de signature, le wali d'Annaba a souligné l'importance de cette convention de coopération qui constitue « le point de départ d'un partenariat ambitieux qui permettra à la wilaya de bénéficier de l'expertise technologique avancée de la partie chinoise, tout en tirant le meilleur parti des atouts géographiques et économiques exceptionnels de la wilaya pour développer divers secteurs vitaux », selon le communiqué. Pour sa part, le chef de la délégation chinoise, faisant part de sa « grande satisfaction au regard des perspectives de coopération prometteuses », a mis en avant les « complémentarités existantes entre les deux régions et les opportunités d'investissement qui s'offrent aux deux parties », indique encore le communiqué des services de la wilaya d'Annaba.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 31 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 31 Août 2025

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ² دج / كلف	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	59	66	51	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	77	93	62	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف	
	Ail sec	509	584	434	الثوم الجاف	
	Carotte	100	112	88	الجزر	
	Navet	125	139	112	لفت	
	Poivron	96	109	83	الفلفل الاخضر	
	Piment	118	138	99	الفلفل الحار	
	Courgette	100	113	87	الكوسة	
	Haricot vert	202	228	177	الفصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	132	146	118	الخس	فواكه طازجة
	Pomme locale	337	413	262	التفاح المحلي	
	Datte	594	713	475	التمر	
	Banane	437	450	422	الموز	
	Melon	84	94	74	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	74	84	65	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Raisin	221	281	162	العنب	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1813	1933	1693	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	356	368	344	الدجاج	
	(Eufs (Unité	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	1,31	2,09	7,59	8,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 414,00	1409,00	-0,35	-0,32	-0,51	9,06	5,52	20528	28 923 952,00
BIOPHARM	BIO	2 340,00	NC	0,00	-5,97	-1,69	6,22	6,84	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 280,00	2280,00	0,00	-0,08	0,40	10,87	5,48	4757	10 845 960,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,22	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-1,54	-5,32	3,63	5,47	0	0,00

AVEC UNE CROISSANCE DE 3,7% ET UN PIB EN HAUSSE DE 7,2% EN 2024

La résilience de l'économie algérienne confirmée

La croissance économique en Algérie se maintient effectivement depuis 2021, après avoir connu un choc sévère en 2020 dû à la pandémie de COVID-19 et à la chute des prix pétroliers. Mais sa capacité de résilience a permis de maintenir le cap des réformes et de confirmer des performances dans certains secteurs stratégiques. Selon le dernier rapport de l'ONS (Office national des statistiques), la croissance réelle de l'économie algérienne a atteint 3,7 % en 2024. Cette évolution traduit le maintien d'une dynamique économique positive.

Par Reda Hadi

Toujours selon la même source, la progression du PIB en 2024 résulte essentiellement des hausses enregistrées dans certains secteurs stratégiques. L'agriculture, l'industrie agroalimentaire, l'industrie textile et le commerce ont contribué de manière significative, avec des taux de croissance respectifs de 5,3 %, 5,2 %, 10,3 % et 7,4 %.

Le produit intérieur brut (PIB) en valeur nominale s'élève à 36 103,5 milliards de DA en 2024, contre 33 678,7 milliards de DA en 2023, enregistrant ainsi un accroissement de 7,2 %. Cette hausse reflète une évolution de 3,4 % de l'indice implicite des prix du PIB sur l'année. La valeur du PIB en 2024, convertie en dollars américains, s'élève à 269,3 milliards USD. Le taux de croissance du PIB hors hydrocarbures enregistre une progression plus soutenue que celui du PIB global. Il passe de 4,3 % en 2023 à 4,8 % en 2024, marquant ainsi une amélioration notable et une performance économique appréciable. En 2024, la demande intérieure a affiché une croissance de 6,9 %, marquant un léger ralentissement après la progression de 7,2 % en 2023. Ce rythme reste toutefois soutenu, porté en grande partie par une hausse notable de 9,8 % de la formation brute de capital fixe.

Par ailleurs, la consommation finale des ménages a connu une hausse de 3,9 %, contre 4,0 % l'année précédente. La consommation finale des administrations publiques a, pour sa part, augmenté de 2,8 %, en ralentissement par rapport à la progression de 3,4 % enregistrée en 2023.

Selon l'ONS, en 2024, le taux de croissance du secteur agricole s'établit à 5,3 %, traduisant une reprise significative par rapport à l'année précédente, où il

s'élevait à 3,0 %. Cette amélioration est attribuable à plusieurs facteurs, notamment la reprise de la production céréalière et le dynamisme de certaines cultures à forte valeur commerciale. La production végétale a bondi de 8,7 %, portée par une saison particulièrement favorable.

En revanche, la production animale est restée modérée, avec une augmentation de seulement 2,2 %.

Par ailleurs, après une croissance de 3,6 % en 2023, le secteur des hydrocarbures a connu un repli de 1,3 % en 2024. Cette baisse est principalement due à un recul de 2,8 % dans l'extraction. En revanche, les activités de raffinage et de cokéfaction se sont redressées, enregistrant une hausse de 3,0 % contre une légère baisse de 0,2 % l'année précédente. En termes nominaux, la valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures a diminué de 4,7 %, s'établissant à 6 133 milliards de dinars, contre 6 435,4 milliards de dinars en 2023. Cette évolution s'accompagne d'une baisse du déflateur de 3,5 %, reflétant le recul des prix du baril sur le marché international.

En 2024, la valeur ajoutée du secteur industriel a enregistré une croissance de 5,7 %, identique à celle observée en 2023. Plusieurs branches ont affiché des performances particulièrement notables, notamment l'industrie textile, de l'habillement et des fourrures (+10,3 %).

Quant aux industries extractives, elles enregistrent globalement +6,5 %. Pour l'industrie du bois et du papier, la croissance atteint 5,8 %, et pour l'industrie alimentaire et du tabac +5,2 %. Le secteur de la construction a continué de croître en 2024, avec une hausse de 3,8 % en volume, un peu plus élevée que les 3,4 % de 2023. En termes de valeur, cela représente 4 803,9 milliards de dinars, soit une augmentation de 11,3 % par rapport à l'année précédente. Le secteur

des services demeure un pilier essentiel de la croissance économique. Cette position centrale lui confère un dynamisme soutenu, qui contribue fortement à l'impulsion de la croissance globale.

En 2024, plusieurs branches du secteur ont enregistré des performances remarquables comme le commerce, avec une croissance de 7,4 %, les transports et communications, en hausse de 4,5 %, et l'hôtellerie avec une croissance de 8,2 %.

L'analyse de l'ONS est sans ambiguïté : en 2024, la consommation totale, qui regroupe les dépenses des ménages et celles de l'administration publique, a augmenté de 3,6 %, après une hausse de 3,8 % en 2023.

Les ménages, en particulier, ont vu leur consommation augmenter de 3,9 %. En valeur, cela représente 14 901,7 milliards de dinars, et cette hausse s'est accompagnée d'un niveau de prix global en progression, avec un déflateur de 4,8 %.

Globalement, en 2024, les importations de biens et services ont enregistré une hausse en volume de 11,9 %, après une augmentation plus marquée de 16,1 % en 2023. Du côté des exportations, on observe une baisse globale de 2,4 % en volume par rapport à l'année précédente. Parallèlement, les exportations des autres biens ont subi une forte contraction de 20,8 %, en nette rupture avec la croissance de 4,8 % observée l'année précédente.

Ce recul important pourrait refléter un affaiblissement de la demande extérieure ou une baisse de la compétitivité hors hydrocarbures.

En revanche, les exportations de services ont connu une croissance en volume de 14,3 % en 2024, marquant une nette amélioration par rapport à l'augmentation limitée de 1,4 % en 2023. Cette performance positive reste cependant insuffisante pour compenser la baisse globale des exportations de biens.

ALGÉRIE- MOZAMBIQUE Signature de six accords et mémorandums d'entente de coopération bilatérale

Par R. E.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a co-présidé, hier au siège de la Présidence de la République, avec le président de la République du Mozambique, M. Daniel Francisco Chapo, la cérémonie de signature de six (6) accords et mémorandums d'entente couvrant plusieurs domaines de coopération bilatérale. Les accords conclus comprennent le programme exécutif de coopération dans le secteur de la culture et des arts pour la période 2025-2028, signé par le ministre de la Culture et des Arts, M. Zouhir Ballalou, et la ministre de l'Education et de la Culture du Mozambique, Mme Samaria Filemon Tovela. Il s'agit également d'un protocole de coopération entre la Radio algérienne et son homologue mozambicaine, signé par le Directeur général de la Radio algérienne, M. Adel Salakdji, et la Directrice du Bureau de l'information du Mozambique (GABINFO), Mme Emilia Moiane. Les deux pays ont en outre conclu un accord de coopération dans le domaine de l'information et de la communication, signé par le ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, et la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Mozambique, Mme Maria Manuela dos Santos Lucas. Un autre accord de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a été signé par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, et la ministre de l'Education et de la Culture mozambicaine. Dans le même cadre, un accord de coopération dans le domaine de la sûreté et de l'ordre public a été signé par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, et la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Mozambique. Un mémorandum d'entente sur les consultations politiques a en outre été signé par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et son homologue du Mozambique. Pour rappel, le président de la République du Mozambique effectue une visite de travail en Algérie, en marge de sa participation à la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui se tient du 4 au 10 septembre à Alger.

CONSEIL MONDIAL DE LA DIASPORA ALGÉRIENNE

Une centaine d'investisseurs réunis à Alger

Par R. E.

Une centaine d'investisseurs établis à l'étranger se sont retrouvés, vendredi soir à Alger, à l'initiative du Conseil mondial de la diaspora algérienne (CMDA), en présence du Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, et le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El-Mahdi Oualid. Réuni dans le cadre de la Journée africaine de la diaspora, elle-même inscrite au programme de la quatrième édition

de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui s'étale à Alger du 4 au 10 septembre, le CMDA, représenté par son fondateur Karim Zeribi et sa présidente Farida Ghezali, a tenu à marquer sa présence à Alger, à travers ses membres, résolus à mettre leur pierre à l'édifice et contribuer au développement de la mère Patrie l'Algérie. Dans son allocution, M. Sofiane Chaïb a, d'abord, "salué l'initiative opportune de création du CMDA", lancé, selon lui, au moment où "nos compatriotes font l'objet d'attaques sans précédent nourries par les discours extrémistes et xénophobes". M. Chaïb a fait remarquer

que le lancement du CMDA "intervient à un moment crucial marqué par l'aspiration profonde des membres de notre communauté partout dans le monde à se structurer et à s'organiser sous différentes formes afin de jouer pleinement leur rôle de dignes représentants de l'Algérie dans le pays d'accueil". A ce titre, poursuit le secrétaire d'Etat, "le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui accorde une grande importance à la communauté nationale à l'étranger et qui a œuvré pour la constitutionnaliser comme une partie indissociable de la Nation, ne cesse d'appeler ses membres à

contribuer au développement national, à s'organiser et à se structurer aussi pour être des acteurs reconnus dans les pays où ils sont établis". Après une courte intervention de Mme Farida Ghezali, qui a présenté le CMDA (créé en 2023), Karim Zeribi a pris le relais pour souligner l'"engouement des Algériens, présents dans tous les domaines à travers le monde, où ils sont près de 7 millions, dont 5 millions en France, à contribuer au développement de leur pays", annonçant la création prochaine d'une structure à Alger dédiée à la diaspora nationale.

BLIDA

Renforcement de 50 lignes de transport par de nouveaux bus

Cinquante (50) lignes de transport urbain et suburbain de la wilaya de Blida seront renforcées par de nouveaux bus dans l'objectif d'améliorer la qualité du service et faciliter les déplacements des citoyens, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale des transports. La direction des transports a ouvert 50 lignes, urbaines, rurales, suburbaines et inter-wilayas, aux opérateurs souhaitant exploiter l'activité de transport de voyageurs, avec la mise en service de 117 bus supplémentaires, selon la même source. Il s'agit notamment de 15 lignes urbaines dont les dessertes Souk El Fellah–Soumaâ, Station Ouled Yaïch–Diar El Bahri et Bab Errahba–Diar El Bahri pour lesquelles 34 bus ont été affectées. Douze (12) lignes intra-wilaya seront également renforcées, dont Blida–El Affroun (Ouest) avec 9 nouveaux bus, et Blida–Larbaâ avec 5 bus. Les autres dessertes concernent 12 lignes inter-wilayas, 7 lignes rurales ainsi que 5 lignes destinées aux nouveaux pôles urbains, dont la ligne Station Meftah–Sefsaf, Nouvelle ville de Bouinane–cité Bouankoud et Gare routière– Station Meftah via l'autoroute. La direction des transports a invité, à cette occasion, les citoyens répondant aux conditions requises pour l'exploitation de cette activité, à se rapprocher de ses services afin de bénéficier de ces offres. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à améliorer la qualité du transport public, à accompagner la croissance démographique de la wilaya et à faciliter les déplacements des citoyens, notamment au niveau des nouveaux pôles urbains, selon la même source.

ADRAR

Mise en service de trois centres de proximité de stockage de céréales

Trois (3) nouveaux centres de proximité de stockage de céréales ont été mis en service dans la wilaya d'Adrar, a-t-on appris jeudi de la direction locale des équipements publics (DEP). Ces nouvelles structures s'inscrivent dans le cadre d'un programme portant sur la réalisation de 11 centres de proximité de stockage de céréales, d'une capacité de 50.000 quintaux chacun, à travers la wilaya d'Adrar, pour un montant global de plus de 2,7 milliards de DA, a expliqué le DEP, Atallah Djoudi. Cinq centres, dont les travaux ont atteint un taux d'avancement de plus de 90 %, seront réceptionnés avant la fin septembre courant, portant à huit le total des centres déjà réceptionnés dans la wilaya, a-t-il encore détaillé. Un autre centre sera également réceptionné en octobre prochain, alors que les travaux de réalisation de deux autres infrastructures similaires restantes, dont les chantiers viennent de redémarrer, avec de nouvelles entreprises après la résiliation des contrats avec l'entreprise précédemment chargée du projet. Ces projets s'ajoutent à un silo de stockage de céréales d'une capacité d'un (1) million de quintaux en chantier au chef-lieu de wilaya, a-t-on rappelé de même source.

MOSTAGANEM

Plus de 5 milliards de dinars pour l'aménagement du port commercial

Les travaux d'aménagement du port commercial de Mostaganem sont actuellement en cours pour une enveloppe financière dépassant 5 milliards de dinars, ont indiqué, jeudi, les services de la wilaya.

La même source a précisé que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a inspecté, mercredi, les travaux de ce projet stratégique, qui vise à améliorer la dynamique de l'activité commerciale au niveau de cette infrastructure portuaire et à l'équiper de plateformes modernes pour le stockage des conteneurs. A cet égard, les travaux sont actuellement en cours pour la réalisation d'une plateforme moderne pour le stockage des conteneurs au niveau de la zone des marchandises à l'intérieur du port pour une enveloppe budgétaire estimée à 3 milliards 784 millions DA, parallèlement aux travaux d'aménagement des quais 6 et 7 (sud-ouest

du port) et de la zone précédemment dédiée à la pêche pour une enveloppe de 1 milliard 880 millions de dinars, a-t-on souligné de même source. Ces travaux, qui durent respectivement 7 et 5 mois, sont exécutés par la filiales travaux publics du Groupe public "COSIDER" alors que le suivi technique est assuré par l'entreprise d'études techniques et d'ingénieries architecturales de Médéa. Le taux d'avancement global des travaux a atteint 20%, réparti entre les travaux de démolition et d'excavation (65%) et l'aménagement des routes et des plateformes (18%), tandis que l'opération de clôture n'a pas encore entamée, selon les explications four-

nies. Le premier responsable de la wilaya a appelé à intensifier les travaux et à adopter le système de rotation (3X8) afin de livrer le quai, le 1er novembre prochain, avec la nécessité de respecter la qualité et les délais de réalisation. Concernant l'aménagement du périmètre des chantiers, le wali a insisté sur la nécessité de coordonner avec les services de la daïra pour nettoyer et aménager les espaces de manière à refléter l'importance économique du port en tant que façade nécessitant sa mise en conformité aux critères de gestion moderne et contemporaine, a-t-on ajouté de même source.

TIARET

Ouverture de neuf marchés de proximité pour la vente de fournitures scolaires

Neuf marchés de proximité dédiés à la vente de fournitures scolaires et de vêtements ont été ouverts dans la wilaya de Tiaret dans le but de rapprocher les parents de ces espaces et de pouvoir accéder à ces articles à des prix abordables, a-t-on appris, jeudi, auprès du directeur du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Abdelhakim Sayeh. M. Sayeh a souligné que ces espaces de commerce ont été ouverts, mercredi dernier, à travers

les principales villes de la wilaya, à l'instar de Tiaret où le wali Saïd Khalil a supervisé l'inauguration du marché, ainsi qu'à Frenda, Rahouia, Aïn Kermes, Aïn Dheb, Mahdia, Sougueur et Ksar Chellala (wilaya déléguée), où ces marchés proposent tous les articles scolaires, notamment les livres, les vêtements et tabliers à des prix accessibles à toutes les familles. Cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 10 octobre prochain, est marquée par la participation d'environ 100 expo-

sants, dont des grossistes et des détaillants de fournitures scolaires, ainsi que des artisans qui exposent leurs produits, notamment les vêtements, les tabliers et les cartables. La même source a indiqué qu'une baisse des prix des fournitures scolaires de l'ordre de 30% est enregistrée par rapport à la saison scolaire précédente 2024-2025, précisant qu'il sera procédé à des réductions des prix de ces fournitures durant les dix premiers jours de cette manifestation. De son côté, l'Of-

fice national des publications scolaires (ONPS) a contribué à cette initiative, avec la fourniture du livre scolaire pour tous les cycles d'enseignement et dans toutes les matières dans ces marchés de proximité, ainsi qu'à travers 38 librairies agréées présentes dans 15 villes et 28 points de vente dans les établissements éducatifs, en plus de deux points principaux dans les chefs-lieux de la wilaya de Tiaret et de la wilaya déléguée de Ksar Chellala, ont fait savoir ses responsables.

ILLIZI

Lancement des travaux de réalisation d'une école primaire

Les travaux de réalisation d'une école type 2 ont été lancés dans la commune d'Illizi, au titre du programme des quartiers résidentiels intégrés, pour l'exercice 2025, a-t-on appris jeudi de la direction locale des équipements publics (DEP) de la wilaya. Doté d'une enveloppe de 200 millions de DA, ce projet consiste en la réalisation d'une école primaire dans la cité des 100 logements pu-

blics locatifs (LPL) située sur le plan d'occupation du sol (POS-16), a précisé le directeur du secteur, Ahmed Hadji. Répartis en deux lots, ces travaux concernent, dans leur ensemble, entre autres, les gros œuvres, l'aménagement extérieur, les travaux secondaires et l'électrification, pour un délai global de 12 mois, a-t-il expliqué. Cette future structure pédagogique englobera notamment

une douzaine de classes, une cantine scolaire, une bibliothèque, une médiathèque ainsi qu'une salle polyvalente, selon la fiche technique. Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts de renforcement des établissements éducatifs et ce pour répondre aux besoins enregistrés par l'expansion urbaine de la wilaya, a-t-on indiqué à la DEP.

RELIZANE

Raccordement de plus de 100 logements au réseau de gaz naturel dans les communes de Kalaa et Sidi Khettab

Pas moins de 101 logements des localités "Ouled Larbi" (commune de Sidi Khettab) et "Sidi Moussa" (commune d'El Kalaa) dans la wilaya de Relizane, ont été raccordés jeudi au réseau de distribution de gaz naturel. L'opération, supervisée par le wali de Relizane, Kamel Berkane, accompagné des autorités de la wilaya à l'occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui, s'inscrit dans le cadre du budget de la wilaya avec un coût dépassant 11,46 millions DA, pour la réalisation d'un réseau de distribution de plus de 2,5 km, selon les explications fournies à l'APS par le chargé de

communication de l'Entreprise de distribution d'électricité et de gaz de Relizane, Bachir Charfi. Par ailleurs, le wali a annoncé que les travaux de réalisation de 20 projets visant le raccordement d'environ 800 logements au réseau de gaz naturel ont été lancés récemment, à travers différentes régions de la wilaya, pour une enveloppe financière de plus de 170 millions DA, soulignant que la wilaya a bénéficié d'un programme de développement pour raccorder les communes de Dar Ben Abdellah, El Ouldja, El Hassi et Beni Zentis au réseau de gaz naturel. La société Sonelgaz de la wilaya de Reli-

zane recense plus de 232 mille clients dans le réseau électrique et plus de 129 mille dans le réseau de gaz naturel, tandis que le taux de raccordement au réseau de gaz naturel dans la wilaya atteint actuellement environ 68 pour cent, selon la direction du secteur. Il a également été mis en service à cette occasion un réservoir surélevé d'une capacité de 500 mètres cubes pour renforcer l'approvisionnement de la population de la commune d'El Matmar en eau potable, selon le directeur de l'unité de l'Algérienne des eaux de Relizane, Khaled Guellil.

Compétition, guerre et innovation

La guerre est une rupture violente de la compétition, elle vise à transformer les champs et les règles de la compétition, mais elle n’en a plus le pouvoir. La force est maintenant diffuse. Le pouvoir appartient à l’innovation, destruction créatrice ou création destructrice.

4^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Mais dès lors que le monde se met à changer, à empêcher une expérience de se reproduire dans les mêmes termes, l’expérience d’une génération à une autre change, s’y mêle de nouveaux éléments, on refait l’histoire de la génération précédente qui a accumulé et transmis une expérience, dans une nouvelle expérience avec de nouveaux éléments et de nouveaux arrangements. La nouvelle génération qui a été éduquée par la précédente, a hérité d’une transmission, fait l’expérience d’un nouveau monde, met une ancienne expérience à l’épreuve d’une nouvelle. Elle devra distinguer dans son héritage ce qu’elle peut elle-même transmettre, mais elle ne pourra ni transmettre ni disposer d’un capital qu’elle n’a pas hérité. Elle prolongera ou pas une trajectoire.

La famille, une structure fondamentale

Dans une société de subsistance, la dépendance des enfants aux parents et des parents aux enfants est centrale. La famille est la structure qui permet la reproduction de la société. Un bébé doit être protégé de son environnement pour qu’il puisse adulte protégé ses vieux parents. Avec le développement de l’économie de marché et l’État social, l’enfant et le vieux ne dépendent plus directement de la famille, mais de la société. Il semblerait alors que la famille ne soit plus la structure fondamentale de la société à travers laquelle se refait l’histoire. Cela n’est vrai qu’en partie. La famille reste centrale dans la reproduction de la société. Dans l’expérience salariale, l’individu s’émanciperait de la famille. Mais cette réalité ne concerne que le monde du travail, pas celui de la propriété. Dans ce dernier monde, la famille reste au centre de l’expérience, c’est elle qui accumule l’expérience et les moyens d’expérimenter. En fait dans la société de classes, chaque classe refait la même expérience dans des conditions différentes. Le premier monde refait une certaine expérience, celle du travailleur non propriétaire qui vit de l’idéal de l’émancipation. Le salarié refait l’expérience du serf, ses enfants ne lui appartiennent pas, il n’appartient pas à ses enfants, d’une manière certes différente, mais avec le même idéal. Il n’accumule pas, ne transmet pas d’héritage. Dans le monde des propriétaires, se refait et se transmet la même expérience dans des conditions différentes. Dans la société de classes où la liberté est indissociable de l’individu et de la propriété, où une classe possède et une autre est dépossédée, au centre de la reproduction de la société, il y a la transmission de

l’héritage, du patrimoine, du capital, non pas l’idéal d’émancipation, mais l’idéal de possession. Mais l’un ne pouvant aller sans l’autre, car posséder c’est déposséder, car vouloir posséder c’est accepter de se faire déposséder. La société de classes stabilise les rapports de possession et de dépossession, elle anime la société des possédants d’un idéal de possession et la société des possédés d’un idéal d’émancipation. Tant que l’Occident pouvait étendre sa possession du monde, les deux idéaux ont progressé simultanément. L’idéal d’émancipation pouvait composer avec l’idéal de possession. Le possédé pouvait posséder une maison individuelle. En vérité idéal de possession et idéal d’émancipation, sont l’un dans l’autre à des degrés divers, ils s’excluent et se complètent. Ils deviennent antagoniques quand ils s’excluent. Avec la rétrocession des possessions aux dépossédés à l’échelle mondiale, idéal d’émancipation et idéal de possession se tourne l’un contre l’autre dans la société de classes. La compétition des anciennes puissances coloniales se fait davantage interne qu’externe, elle se remet à concentrer les revenus et les patrimoines. Des guerres se profilent pour redistribuer les cartes du jeu social.

Ce qui ne tue pas ...

Ce dont les sociétés ont hérité de l’Occident, qui les a colonisées, a commencé par les empoisonner. Mais, à l’image du vaccin, ce qui ne tue pas rend plus fort. La survie d’une société dépend de ses aptitudes à s’adapter aux variations de son environnement. Deux modes de réponse à une transformation du milieu sont possibles : une indifférence au milieu ou une métamorphose de la société elle-même. Les sociétés postcoloniales peuvent être caractérisées par une indifférence et une métamorphose simultanées. Une indifférence fondamentale et une métamorphose superficielle. Un retour aux structures fondamentales, seul peut leur donner une prise sur le cours des choses. Mais un tel retour attend son heure. La compétition mondiale impose aux sociétés un réel processus d’innovation intensif dans lequel elles sont prises. Les sociétés postcoloniales ne sont pas préparées à entrer dans un tel processus. Elles subissent un tel processus, plutôt qu’elles ne le comprennent aux deux sens du terme, physique et symbolique. La rapidité du changement dont fait preuve le processus ne leur laisse pas le temps de se retourner sur leur héritage et d’observer les effets de ce qu’elles ingèrent. Le rythme du changement les bouscule, les empêche de prendre en compte leur héritage, de l’actualiser et de le transmettre.

Trajectoire introuvable

La séparation disjonction de la société et

de la nature, des humains et des non-humains, en milieu postcolonial est au départ d’une trajectoire introuvable, d’une société introuvable. Pour qu’une société ait une trajectoire, il faut qu’elle puisse se reprendre et se reconstituer chaque fois qu’elle s’incorpore un élément allogène qui la déstabilise. La méthode occidentale qui consiste à dissocier humains et non humains de la main droite (société : lois humaines, démocratie/ nature : lois aveugles) pour les associer de la main gauche (laboratoires, entreprises), est amputée de la main gauche en milieu postcolonial. Dans le continuum de la nature dans lequel la société est comprise, on sépare pour disjoindre et non pour conjoindre. Elle disjoints les éléments indigènes pour les rendre disponibles à la logique des éléments allogènes. La trajectoire historique d’une société démarre d’un héritage, d’une unité des différentes composantes de la société et de leur codétermination. L’incorporation d’éléments allogènes n’a pas renforcé le rapport de codétermination des éléments indigènes. Le rapport de codétermination des éléments indigènes ayant déjà lui-même été largement rompu par l’occupation coloniale, les éléments indigènes n’ont plus la cohésion nécessaire pour embrigader les éléments allogènes importés dans leur combat. Le butin devient poison. La composition de la société reste hétéroclite, la société ne soutient pas sa propre dynamique et sa trajectoire reste indéterminée. Nous avons perdu le rapport à la terre et au ciel et égaré notre chemin. Notre horizon d’attente ne prolonge pas une trajectoire, ne valorise pas un héritage. Il est dans la dispersion et la fragmentation sociales. Cette séparation disjonction empêche la société d’être dans un processus d’innovation intensif. Elle l’empêche de produire les innovations qui améliorent son fonctionnement, transforment et ajustent les habitudes et les équipements. Elle équipe les humains de non-humains pour les exproprier de leur savoir, de leur énergie. Avec la révolution numérique et l’intelligence artificielle, la société confie sa mémoire et son intelligence à des puissances extérieures. La disjonction empêche la société de produire une organologie performante, les non humains n’objectivant pas de nouveaux organes au corps humain, n’intensifiant pas, ne régulant pas leur travail. Elle révèle son plus grand travers dans l’image d’une société vivant hors-sol et une dépendance extérieure croissante.

Le combat, la discipline et les institutions

Le milieu a été marqué par une séparation du milieu social et du milieu naturel, du civil et du militaire, conformément à la conception occidentale qui a conquis le monde. Il faut voir que derrière le civil et le militaire occidental, il y

a la division fondamentale de classes entre guerriers et paysans. Le combattant devenu civil ou militaire a cessé d’être un combattant. Il s’agissait de dominer la nature et non de coopérer, d’intensifier les rapports avec elle. Le colonialisme et la guerre de libération ont militarisé la société algérienne. La force organisée qui s’est imposée à l’indépendance et à qui revenait la production d’ordre n’a pas communiqué sa capacité d’organisation au reste de la société, elle se l’est comme réservée. Séparant le civil et le militaire, les deux formes convertibles du combattant, l’organisation militaire a introduit une rupture dans la société au lieu de s’étendre à l’ensemble de la société et de se soumettre à son épreuve. Son organisation ne s’est pas transformée pour produire les institutions civiles adéquates à la compétition, sociale et mondiale. Guerre et compétition, institutions civiles et militaires, se sont désolidarisées. La société ne s’est pas transformée en caserne, le modèle de la caserne séparant l’organisation de la société et n’engendrant pas de nouvelles institutions adaptées aux tâches du nouveau combat. L’organisation a rompu son lien avec la puissance sociale, s’est vidée du sentiment de puissance, les institutions se sont trouvées mal déterminées. Le processus de militarisation civilisation a été mal conduit[6]. Le combat social n’a pas été professionnalisé. La discipline n’a pas gagné le civil au travers du militaire se faisant à nouveau combattant. La discipline militaire s’est dissociée de la discipline sociale, la société et la discipline ont cessé de séprouver. On a oublié que la discipline militaire est la discipline appliquée à un champ particulier. Le nouvel ordre de combat social ne pouvait émerger de leur séparation. Comme organisation supérieure et exemplaire, elle n’a pas inspiré de disciplines civiles en s’adaptant aux nouveaux champs de la compétition sociale et mondiale. Elle n’a pas vaincu l’indiscipline sociale. La supériorité de l’organisation n’a pas été partagée, cela a donné lieu à des collectifs sans disciplines collectives. Bref, la discipline militaire n’a pas contribué à discipliner la société, mais tout compte fait, d’un certain point de vue, on pourra dire qu’elle s’est attachée à contenir une certaine indiscipline de la société et à préserver la supériorité de son organisation ; d’un autre, on dira qu’elle s’est laissée gagnée par l’indiscipline sociale. En vérité, on ne pouvait faire mieux dans l’état que connaissait l’expérience sociale, mais on s’est mépris quant au point de départ.

(A suivre)

Notes

[6] La différenciation occidentale de classes s’est appuyée sur un processus de militarisation civilisation particulier.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

IRAK/SULTANAT
D'OMAN
Un mémorandum
d'accord pour
développer les
échanges commerciaux
entre les deux pays

L'Irak et la Sultanat d'Oman ont signé un mémorandum d'accord visant à développer les échanges commerciaux et à renforcer les opportunités d'investissement, en plus d'augmenter le volume des exportations et d'élargir les domaines de coopération économique entre les deux pays. Le ministère irakien du Commerce a indiqué dans un communiqué publié aujourd'hui que la signature de ce protocole s'inscrivait dans le cadre de la visite officielle du Premier ministre irakien en Oman. L'accord a été signé par le ministre irakien du Commerce, Atheer Daoud Al-Ghariri, et le ministre omanais du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des investissements Qais bin Mohammed bin Moosa Al Yousef. Mr Al Ghurairi a affirmé que le protocole d'accord représentait un nouveau départ dans les relations économiques et contribuerait à renforcer les flux de marchandises et de produits, à faciliter la participation des hommes d'affaires aux salons et aux activités économiques communes, ainsi qu'à l'échange d'informations commerciales et économiques, au soutien des opportunités d'investissement commun et à l'ouverture aux marchés régionaux et internationaux. Il a expliqué que le gouvernement irakien était soucieux de diversifier ses partenariats économiques et de s'ouvrir aux expériences réussies, notant que les relations entre l'Irak et la Sultanat d'Oman disposaient d'atouts importants qui leur permettaient de réaliser une croissance tangible du volume des échanges commerciaux. Le communiqué a ajouté que la visite a été marquée par la signature d'un protocole d'accord entre la Bourse d'Irak et la Bourse d'Oman, visant à renforcer la coopération dans le secteur financier, à échanger des expériences et à développer des outils d'investissement communs, ce qui ajoute une nouvelle dimension aux relations économiques entre les deux pays.

TUNISIE / AQUACULTURE

Un objectif de 35 000 tonnes de poissons d'ici 2030

En Tunisie, l'aquaculture compte pour environ 13 % de la valeur totale de la production halieutique. Alors que ce secteur d'activité capte de plus en plus d'investissements du secteur privé, sa contribution à l'approvisionnement en poisson est appelée à croître durant les prochaines années.

La Tunisie veut parvenir à produire 35 000 tonnes de poissons grâce à l'aquaculture d'ici 2030. C'est ce qu'indique le Département américain de l'Agriculture (USDA) dans un rapport publié le 29 août dernier sur la filière. Cette ambition, si elle se réalise, marquerait une progression de 52 % par rapport à la production de 23 003 tonnes réalisée en 2024. D'après l'USDA, cette activité devient un levier stratégique pour réduire la pression existante sur les stocks de poissons dans les eaux tunisiennes, fortement exploitées par la pêche traditionnelle, la surpêche ou encore les pratiques de pêche illégale. Dans ce contexte, les experts estiment que l'aquaculture tunisienne pourrait connaître une croissance annuelle d'environ 9 %, soutenue par l'augmentation de la demande locale ainsi que par le déve-

loppement de filières d'exportation. Cette trajectoire se reflète également dans le flux des investissements observés ces dernières années dans le secteur. En 2024, par exemple, les données compilées par l'Agence de Promotion de l'Investissement Agricole (APIA) ont révélé que les projets approuvés dans l'aquaculture ont été évalués à 26 millions de dinars (8,4 millions \$), soit 7 fois plus qu'en 2023 (1,8 million \$). Dans sa dernière note d'information, l'APIA a révélé avoir approuvé, sur les sept premiers mois de l'année 2025, des investissements d'une valeur de près de 47 millions de dinars (16,2 millions \$) dans l'aquaculture, soit presque le double des investissements totaux injectés dans la filière sur l'ensemble de l'année 2024. Ces différents projets devraient se traduire soit par la mise en place de nou-

velles fermes aquacoles, soit par une hausse de la productivité des unités existantes grâce à la modernisation des infrastructures et à l'adoption de techniques de production plus performantes. En attendant cette montée en puissance, la pêche demeure la principale source d'approvisionnement en poissons. Selon la Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture, la Tunisie a produit 158 500 tonnes de produits halieutiques en 2022, dont 87 % proviennent des captures. Rappelons qu'en Tunisie, l'aquaculture est majoritairement pratiquée en milieu marin. D'après l'USDA, le pays compte actuellement 42 fermes marines et 30 exploitations d'eau douce, spécialisées dans l'élevage de bar, de dorade, de maigre, de crevettes, de coquillages, mais aussi du thon rouge.

MAURITANIE

La pêche artisanale face au défi énergétique et au virage du renouvelable

La pêche emploie une part non-négligeable de la population active en Mauritanie, mais le poids stratégique du secteur contraste avec ses contraintes énergétiques. Sa dépendance aux carburants fossiles est aujourd'hui préoccupante d'un point de vue économique. En Mauritanie, la pêche artisanale qui représente selon l'IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables) 80% de la valeur ajoutée et de l'emploi du secteur halieutique, fait face au dilemme de l'énergie. Alors qu'en 2023, le secteur dans sa globalité pourvoyait 66 000 emplois directs et 300 000 indirects tout en générant près de 20% des recettes d'exportation du pays, les marges des pêcheurs artisanaux et des acteurs de la transforma-

tion restent menacées par la dépendance aux énergies fossiles. Les coûts énergétiques atteignent en effet jusqu'à 40% des dépenses, ce qui fragilise leur compétitivité. Selon l'Agence, 95% des grandes unités (usines de transformation, entrepôts, chambres froides, etc.) et 96% des petits acteurs (pêcheurs, mareyeurs) identifient l'énergie comme contrainte majeure. Les moteurs hors-bord de 15 chevaux consomment à eux seuls 30 litres d'essence par sortie, un poste représentant 34% du coût total d'une mission de pêche. À l'autre extrémité de la chaîne, l'absence de solutions de froid fiables engendre des pertes post-capture importantes. Pour y faire face, le rapport « De-

centralised renewable energy for artisanal fisheries in Mauritania » récemment publié par l'IRENA propose des solutions décentralisées : panneaux solaires raccordés au réseau pour les usines, chambres froides et glacières solaires pour la conservation, moteurs électriques alimentés par batteries pour les pirogues. Le rapport souligne la viabilité financière de ces options, avec des taux de rentabilité internes allant de 12% à 24% selon les segments, et un point d'équilibre moyen de huit ans pour les installations solaires dans les usines. Les bénéfices environnementaux sont tout aussi significatifs : près de 96 200 tonnes de CO₂ évitées par an, dont plus de 80% grâce à l'électrification des moteurs. Mais la faisabilité de cette transition re-

pose sur un maillon fragile : le financement. Près de 90% des mareyeurs et 75% des pêcheurs peinent à accéder au crédit pour s'équiper, faute de mécanismes adaptés et de taux abordables. Si un fonds revolving de 12 millions d'euros soutenu par la KfW offre désormais des prêts à 6% sur sept ans, le besoin reste largement supérieur aux capacités actuelles de la microfinance. Pour l'IRENA, la réponse doit combiner incitations fiscales, normalisation des matériels, et surtout intégration du renouvelable dans une stratégie nationale d'usages productifs. À défaut, le risque est de voir ce secteur clé pour l'économie et la sécurité alimentaire du pays continuer à subir le poids croissant des énergies fossiles.

ARABIE SAOUDITE

Lean Technologies est prêt à capitaliser sur l'essor de la finance ouverte

Lean Technologies se prépare à saisir de nouvelles opportunités alors que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis déploient des réformes réglementaires majeures prêtes à transformer le paysage des services financiers de la région. Avec l'introduction de services d'initiation de paiement et de cadres financiers ouverts prévue au cours des 18 prochains mois, l'entreprise entre dans une phase charnière de ses efforts pour construire l'infrastructure numérique qui sous-tend l'innovation financière dans tout le Golfe. "Nous nous concentrons actuellement sur le déploiement des deux mises à jour réglementaires", a déclaré Hisham Al-Falih, PDG de Lean Technologies, dans une interview accordée à Arab News.

"Il s'agit de deux opportunités massives que nous attendons depuis le début", a-t-il ajouté, en faisant référence au déploiement prochain de la finance ouverte aux Émirats arabes unis et des services d'initiation de paiement en Arabie saoudite. Fondée en 2019, Lean Technologies a entrepris de combler les lacunes en matière d'infrastructures critiques qui ont longtemps étouffé l'innovation fintech dans toute la région. Al-Falih, qui est revenu en Arabie saoudite après plusieurs années passées dans la Silicon Valley, a été frappé par le manque de services financiers numériques dans un marché marqué par une forte pénétration du mobile, une population jeune et un écosystème de capital-risque en pleine croissance.

"Il y avait une grande lacune sur le marché lorsqu'il s'agissait d'accéder aux données des consommateurs et aux capacités de paiement de pointe", a-t-il déclaré. L'offre principale de Lean permet aux entreprises d'accéder aux données bancaires autorisées par les consommateurs et aux services de paiement en temps réel dans un cadre entièrement réglementé. La société collabore étroitement avec les régulateurs et les institutions financières pour fournir une connectivité sécurisée et conforme qui supporte une variété d'applications - de l'onboarding et de l'évaluation du crédit au traitement des paiements et à la vérification des comptes. Depuis sa création, Lean a établi des partenariats avec plus de 300 entreprises

clientes et institutions financières dans les Émirats arabes unis et en Arabie saoudite. Elle gère actuellement un volume de transactions de plus de 2 milliards de dollars et prévoit d'atteindre un volume annualisé de 2 milliards de dollars dans les seuls Émirats arabes unis d'ici la fin de l'année. La dynamique de Lean a été renforcée par un tour de table très médiatisé en 2023, ce qui porte le total des capitaux levés à plus de 100 millions de dollars depuis la création de l'entreprise. Le dernier tour de table comprenait un investissement de 67,5 millions de dollars mené par des investisseurs mondiaux tels que Sequoia Capital, General Catalyst et Bain Capital Ventures.

ENTRE JANVIER 2019 ET MARS 2025

Les start-up africaines IA ont levé 1,2 milliards \$

Si l’Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya et l’Egypte concentrent plus de 86% des levées de fonds des jeunes pousses de l’IA, plusieurs poches d’innovation émergent dans d’autres pays comme le Maroc, la Tunisie et le Ghana.

Les start-up africaines spécialisées dans l’Intelligence artificielle (IA) ont levé 1,25 milliard entre le 1er janvier 2019 et le premier trimestre 2025, selon un rapport publié le lundi 1er septembre 2025 par Heirs Technologies, une société nigériane dédiée à la transformation numérique de l’Afrique grâce à des solutions innovantes et adaptées au contexte local. Ces levées de fonds ont été essentiellement réalisées par des jeunes pousses qui développent des solutions d’IA dans plusieurs domaines, dont ceux de la santé, de la logistique, de la finance, de l’agriculture et de l’énergie. Les quatre principaux écosystèmes tech du continent, en l’occurrence l’Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya et l’Egypte, ont accaparé ensemble plus de 86% des fonds levés (1,08 milliard de dollars). L’Afrique du Sud arrive en tête avec 495,52 millions de dollars, grâce notamment à des start-up dynamiques qui appliquent les solutions IA dans des domaines tels que l’optimisation énergétique, l’analyse client et les infrastructures. Avec 226,1 millions de dollars, le Nigeria arrive en deuxième position devant le Kenya (197,12 millions de dol-

lars), et l’Egypte (161,10 millions). Ces pays surnommés les « Big four » profitent de politiques nationales favorables, d’infrastructures cloud relativement solides, de viviers de talents technologiques importants et de réseaux d’investisseurs plus développés. Le rapport souligne qu’un nombre croissant de start-up africaines actives dans le domaine de l’IA attire l’attention des investisseurs grâce à des innovations très remarquables. Parmi celles-ci, on peut citer Insta-Deep (Tunisie), Xolani Health (Nigeria), NeedEnergy (Zimbabwe) et Plentify (Afrique du Sud), dont les solutions couvrent les diagnostics prédictifs, les systèmes énergétiques intelligents, la robotique et les petits modèles linguistiques adaptés au contexte africain. La plus grande réussite du continent en matière d’IA est venue de la Tunisie, où Insta-Deep a été rachetée par la firme allemande de biotechnologie BioNTech en janvier 2023, pour plus de 550 millions de dollars, démontrant ainsi la capacité de l’Afrique à développer des solutions IA de classe mondiale. Fondée en 2014 par les Tunisiens Karim Beguir et Zohra Slim, cette pépite s’est

notamment fait connaître en développant un système de détection précoce des variants du coronavirus. Cette vague d’innovation est soutenue par une base diversifiée d’investisseurs internationaux et africains. Des acteurs internationaux tels que Google (VC), Norrsken et Techstars ont participé à plusieurs tours de table, tandis que des fonds africains ou axés sur l’Afrique tels que Launch Africa, Future Africa, LoftyInc, AfricInvest et 54 Collective ont joué un rôle clé dans le financement des jeunes pousses en phase de démarrage. Le rapport fait remarquer par ailleurs que le marché africain de l’IA est estimé à 4,5 milliards de dollars en 2025, une part de 1,85 % du marché mondial. Elle est cependant appelée à augmenter durant les prochaines années, surtout que plus de 20 pays du continent ont adopté des stratégies nationales de développement de l’IA et que les petits modèles linguistiques (SLM) permettent des déploiements de systèmes IA légers et économes en ressources dans des secteurs critiques comme l’agriculture, la santé et l’éducation.

MALI

L’UE suspend temporairement l’importation de mangues, la filière s’inquiète

Les mouches des fruits représentent un défi sanitaire majeur pour le secteur horticole en Afrique de l’Ouest. Un des principaux fournisseurs de mangues au sein de l’UEMOA, le Mali subit directement les conséquences de cette problématique, notamment à l’exportation. La Direction générale de la Santé de la Commission de l’Union européenne a suspendu temporairement les exportations de mangues en provenance du Mali. C’est ce qu’a annoncé Mouhamed Diarra, conseiller technique au ministère de l’Agriculture, le 1er septembre dans des propos relayés par le média Maliweb. D’après le responsable, la décision a été prise par l’autorité euro-

péenne, en réaction à l’augmentation des interceptions sanitaires liées aux mouches des fruits, de cargaisons de mangues en provenance du Mali depuis la campagne 2022. Si cette annonce remet en cause la fiabilité du dispositif national de contrôle et de certification, elle inquiète surtout les acteurs de la filière, dont l’UE représente le principal débouché. En 2024, le Mali a réalisé des exportations de mangues totalisant près de 11 millions \$ sur le marché international, dont environ 80 % ont été destinées au marché commun de l’Union européenne, selon les données compilées sur la plateforme Trade Map. C’est dans ce contexte que l’Office de protection des végétaux (OPV) a

organisé, du 1er au 3 septembre, un atelier national d’évaluation du système de contrôle et de certification des mangues destinées à l’exportation vers l’Union européenne, en partenariat avec le Comité de liaison entrepreneuriat-agriculture-développement (COLEAD). L’ambition affichée à travers cette initiative est de trouver des mesures correctives appropriées pour regagner la confiance des partenaires européens. « Durant ces trois jours de travail, nous passerons en revue le système actuel. À l’issue de cet exercice, un plan d’action prioritaire sera établi et présenté à l’Union européenne pour reprendre rapidement les exportations de la mangue malienne. L’approche sera holistique,

impliquant tous les maillons de la chaîne de valeur, pour sortir au plus vite de cette crise », déclarait notamment Victor Boro, responsable du suivi des activités du COLEAD au Mali. Rappelons que la problématique des mouches des fruits touche d’autres pays d’Afrique de l’Ouest comme le Sénégal et le Burkina Faso. D’après les données officielles, l’interception de mangues aux frontières de l’Union européenne (UE) a provoqué une perte d’environ 10,5 millions \$ pour les exportateurs de la région en 2016, soit plus d’un tiers de la valeur totale des exportations de cette année-là.

NAMIBIE

Koryx Copper estime à 1,56 milliard \$ le coût d’une future mine de cuivre à Haib

Fin juillet, Koryx Copper annonçait avoir sécurisé un financement de 18 millions \$ pour progresser dans la mise en œuvre des études techniques de son projet de cuivre Haib en Namibie. Le gisement affichait jusqu’alors une capacité de production estimée à 35 332 tonnes par an. La construction d’une mine de cuivre sur le projet namibien Haib devrait nécessiter un investissement initial de 1,559 milliard USD, selon une étude d’évaluation économique préliminaire (PEA) publiée par son opérateur Koryx Copper le jeudi 4 septembre. Ce financement devrait, apprend-on, couvrir le développement d’un actif capable de produire annuellement 88

000 tonnes de cuivre sur une durée de vie de 23 ans. La société estime que l’investissement peut être récupéré 3,9 ans après l’entrée en production de Haib. Sur la base d’un prix consensuel du cuivre à 4,31 USD la livre, le projet affiche un taux de rentabilité interne (TRI) après impôts de 20,1%, avec une valeur actuelle nette (VAN) de 1,35 milliard USD. Aucune information n’a néanmoins filtré sur le calendrier de développement et les mécanismes de financement du projet. La publication de cette étude préliminaire répond à l’objectif de Koryx d’optimiser les paramètres de ce projet qu’il a récupéré en 2024. Le coût initial et les objectifs de production dévoilés peuvent

encore être revus dans le cadre d’une étude de faisabilité définitive (DFS) dont la finalisation est attendue au second semestre 2026. Cette dernière devrait notamment intégrer les nouveaux résultats enregistrés lors des travaux d’exploration et des tests métallurgiques en cours sur le site. En attendant, Koryx Copper compte aussi progresser dans les démarches pour obtenir auprès des autorités namibiennes le permis minier de Haib. Cette étape nécessaire au développement d’une nouvelle mine, sera à l’instar de la mobilisation du capital initial du projet, déterminante pour avancer vers une décision finale d’investissement (FID). Un partenariat avec un nouvel in-

vestisseur est également une possibilité évoquée par la société pour concrétiser le potentiel de Haib. Le développement effectif d’une nouvelle mine de cuivre sur le site pourrait renforcer la position de la Namibie dans le rang des fournisseurs africains, sur un marché sous tension. Alors qu’une croissance de la demande mondiale est attendue dans les prochaines années sous l’effet de la transition énergétique, l’offre peine à suivre avec des délais de développement relativement longs. Dans un rapport paru en mai, l’AIE estime qu’il faut en moyenne 17 ans entre la découverte d’un gisement et le début de la production.

OUGANDA

Le groupe néerlandais De Heus injecte 25 millions \$ dans l’industrie des aliments pour poisson

En Afrique subsaharienne, l’Ouganda est l’un des principaux acteurs de l’aquaculture avec le Nigéria et le Ghana. La croissance de la filière stimule le développement du marché des aliments pour poissons, indispensable pour intensifier la production. En Ouganda, le groupe néerlandais De Heus Animal Nutrition, spécialisé dans les aliments pour animaux, a officiellement mis en service le 2 septembre dernier une unité de fabrication d’aliments pour poissons basée à Njeru, dans le district de Buikwe. Selon les informations relayées par les médias locaux, l’unité a mobilisé un investissement de 25 millions \$ et dispose d’une capacité de production annuelle de 100 000 tonnes d’aliments pour poissons. D’après Co de Heus, PDG du groupe néerlandais, cet investissement devrait permettre à l’entreprise de se positionner sur un marché ougandais en pleine croissance, tiré par la montée en puissance de l’aquaculture qui dépend des importations pour la quasi-totalité de ses besoins en aliments pour poissons. « Nos investissements se sont toujours concentrés sur la croissance de la demande et sur la nécessité d’apporter du capital et du savoir-faire », a déclaré le responsable. « Le plus grand défi que nous avons au ministère de l’Agriculture, c’était la question des aliments pour poissons. Cela a été un gros problème. Nos poissons n’avaient pas d’aliments, à part ceux que nous devions importer. Mais désormais, nous les fabriquons ici », soulignait pour sa part Hellen Adoa, ministre de la Pêche, au cours de la cérémonie d’inauguration. La perspective d’une production locale à grande échelle d’aliments pour poissons devrait permettre de faciliter l’accès aux éleveurs et soutenir la dynamique de croissance observée dans la filière au cours des deux dernières décennies. Les données compilées par la FAO montrent que la production aquacole en Ouganda a progressé de 20,29 % en moyenne par an, passant de 11 000 tonnes en 2005 à 101 000 tonnes en 2022. En dépit de cette progression, l’organisation onusienne indique aussi que l’aquaculture ne fournit encore que moins de 25 % des captures totales de poissons du pays, qui ont atteint près de 440 000 tonnes cette année-là.

POINT-MARCHÉS

L’Europe termine dans le rouge après l’emploi US

Les Bourses européennes ont terminé en baisse vendredi après la publication du rapport mensuel sur l'emploi US qui alimente les anticipations d'une prochaine réduction des taux d'intérêt de la Réserve fédérale (Fed) mais traduisent une économie américaine morose.

À Paris, le CAC 40 a terminé en baisse de 0,42% à 7.674,78 points. Le Footsie britannique a perdu 0,09% et le Dax allemand 0,75% L'indice EuroStoxx 50 a reculé de 0,37%, le FTSEurofirst 300 0,32% et le Stoxx 600 0,21%.
Attendu par les investisseurs, l'emploi US a fait état vendredi de bien moins de créations d'emplois que prévu. Le rapport mensuel du département du Travail a recensé 22.000 emplois non agricoles créés sur le mois, alors que les économistes interrogés par Reuters prévoyaient en moyenne 75.000 créations nettes, pour un taux de chômage en hausse à 4,3%, en ligne avec les attentes. "La poursuite du ralentissement de la croissance de l'emploi aux États-Unis en août ouvre la voie à une baisse des taux par la Fed dans le courant du mois", a réagi David Rees, chef économiste chez Schroders, qui prévient : "Mais même si tout semble désormais indiquer une baisse imminente des taux, la Fed devra agir avec prudence".
Les investisseurs, qui parient presque à l'unanimité sur une baisse des taux de 25 points de base lors de la prochaine réunion de la banque centrale américaine mi-septembre, ont pour certains même commencé à miser sur une baisse de 50 points de base. Certains membres du Comité de politique monétaire de la Réserve fédérale (FOMC) devraient également militer pour une baisse des taux de 50 points de base lors du comité du 17 septembre. "Les révisions annuelles publiées le 9 septembre pourraient permettre de trancher entre une baisse de taux de la Fed de 25 et une baisse de 50 points de base", analyse Bastien Drut dans une note publiée vendredi, responsable de la stratégie et des études économiques chez CPR Asset Management. "Le marché peut se réjouir que la Fed s'apprête à reprendre son cycle de baisse des taux, mais la raison sous-jacente est qu'elle craint un gros coup de froid sur l'économie", ajoute Bruno Cavalier, chef économistes chez Oddo BHF.
En Europe, la Banque centrale européenne (BCE) devrait au contraire maintenir ses taux inchangés jeudi prochain dans un contexte de stabilité des perspectives économiques et d'une inflation proche de l'objectif visé.

Valeurs
En Allemagne, Thyssenkrupp Steel Europe a grimpé de 3,62% après que les salariés ont voté en faveur d'un plan de restructuration pour relancer le plus grand sidérurgiste allemand. Au contraire, le spécialiste des logiciels du secteur bancaire Temenos a lâché 15,42% après le départ de son directeur général. À Londres, Admiral Group a abandonné de son côté 2,96%, Peel Hunt ayant abaissé sa recommandation sur le titre à "vendre".
En France, les banques ont accusé de fortes baisses, BNP Paribas lâchant 1,44%, Crédit Agricole SA 1,04% et Société Générale 1,85%. C'est toutefois TotalEnergies qui accuse la plus forte chute à -2,1%. À l'opposé, STMicroelectronics signe la plus forte hausse avec un gain de 3,78%.
Ailleurs en Europe, la société suédoise Hexagon AB, qui a pris 6,87%, a été soutenue par l'annonce de son rachat par l'américain Cadense Design pour 2,7 milliards d'euros.

A Wall Street
A l'heure de la clôture en Europe, les échanges à la Bourse de New York indiquaient un repli de 0,49% pour le Dow Jones, 0,39% pour le Standard & Poor's 500 et 0,13% pour le Nasdaq Composite.
Broadcom prend 9,4% après ses perspectives optimistes liées à l'intelligence artificielle et l'engagement de son dirigeant Hock Tan à rester en poste pendant 5 années supplémentaires. Tesla grimpe de 3% après que son conseil d'administration a proposé un nouvel accord de rémunération pour le directeur général Elon Musk, lié à l'atteinte d'objectifs ambitieux, évalué à environ 1.000 milliards de dollars.

Les indicateurs du jour
Outre le rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis, la séance a été marquée par la publication de plusieurs indicateurs en Europe. Les commandes à l'industrie ont baissé de 2,9% sur un mois en juillet en Allemagne, a déclaré vendredi l'Office fédéral des statistiques, alors que les économistes interrogés par Reuters tablaient sur une hausse de 0,5%.
En Grande-Bretagne, les ventes au dé-

tail ont progressé plus que prévu en juillet (+0,6%), a annoncé l'Office national de la statistique (ONS).
En France, Le déficit commercial s'est établi à 5,558 milliards d'euros à fin juillet, ont montré les données publiées par le bureau des Douanes françaises. L'économie de la zone euro a par ailleurs ralenti comme prévu au deuxième trimestre 2025 à 0,1%, selon les chiffres définitifs publiés Eurostat.

Changes
Le dollar recule fortement vendredi à la suite de la publication d'emploi US qui traduit une économie américaine morose.
Le dollar perd 0,81% face à un panier de devises de référence, l'euro gagne 0,82% à 1,1743 dollar, la livre sterling 0,69% à 1,3525 dollar.

Taux
L'emploi US a aussi entraîné une forte baisse des rendements obligataires avec

la quasi-certitude d'une baisse des taux de la Fed en septembre.
Le rendement du Treasury à dix ans perd 10,4 pb à 4,0742%, tandis que le rendement du titre à deux ans lâche 12 pb à 3,4721%.
Le rendement du dix ans allemand a reculé de 6,1 points de base à 2,6615%, celui de l'OAT française de même échéance de 4,8 pb à 3,447% et celui du dix ans anglais de 8 pb à 4,647%.

Pétrole
Les prix du pétrole sont orientés à la baisse pour la troisième séance consécutive et devraient enregistrer leur première perte hebdomadaire en trois semaines avec les craintes autour d'une hausse de l'offre et de stocks de bruts américains qui pourraient surprendre. Le Brent recule de 2,64% à 65,22 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) s'affaiblit de 2,9% à 61,63 dollars.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 04 Septembre 2025

Valeur : 08 Septembre 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.8384	129.8534
1	EUR	EURO		151.2358	151.2662
1	GBP	POUND STERLING		174.2797	174.3233
100	JPY	JAPANESE YEN		87.4804	87.4964
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1813	18.1852
1	CHF	SWISS FRANC		161.1498	161.2485
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.9904	94.0081
1	DKK	DANISH KRONE		20.2600	20.2671
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7401	13.7440
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8712	12.8754
1	AED	UAE DIRHAM		35.3475	35.3554
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6014	34.6073
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.4472	424.6351
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1774	44.6213
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2959	14.2976
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8586	23.9808
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2517	3.2618
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.3791	177.3791

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street finit en repli, les données sur l’emploi font craindre un ralentissement

La Bourse de New York a fini en baisse vendredi après la publication de données montrant que la croissance de l'emploi aux États-Unis a fortement diminué au mois d'août, les inquiétudes quant à un possible ralentissement économique l'emportant sur l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt.
L'indice Dow Jones a cédé 0,48%, ou 220,43 points, à 45.400,86 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a perdu 20,58 points, soit 0,32%, à 6.481,50 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 7,31 points, cédant 0,03%, à 21.700,388 points.

Le rapport mensuel du département du Travail publié vendredi a recensé 22.000 emplois non agricoles créés au mois d'août, alors que les économistes interrogés par Reuters prévoyaient en moyenne 75.000 créations nettes après 79.000 en juillet. Les trois principaux indices boursiers américains ont initialement progressé et battu des records après la publication de ces données, qui ont alimenté les anticipations de baisse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) lors de sa prochaine réunion mi-septembre, à hauteur de 50 points de base.
"Le rapport sur les salaires confirme

aujourd'hui le ralentissement du marché du travail et justifie une baisse des taux lors de la réunion de la Fed à la fin du mois", a déclaré Bill Merz, responsable de la recherche sur les marchés des capitaux et des portefeuilles chez U.S. Bank Asset Management.
"Le marché de l'emploi restera un indicateur très important de l'évolution de la situation économique, mais jusqu'à présent, les dépenses de consommation ont vraiment surpris beaucoup de monde malgré le ralentissement du marché de l'emploi."
"Il faudra plus d'une mauvaise série de données pour déloger ce marché

à ce stade", a pour sa part jugé Pete Mulmat, directeur général d'IG North America.
Les traders considèrent maintenant qu'il y a 11,6% de chances que les taux de la Fed soient réduits de 50 points de base ce mois-ci - un changement radical par rapport à l'absence de tels paris il y a un mois, selon l'outil FedWatch du CME.
Les attentes de réduction des taux ont contribué à soutenir le secteur de l'immobilier et l'indice du logement de Philadelphie.
Coté valeurs, les actions de Broadcom ont fortement progressé (+9,41%) au lendemain de l'annonce

par le concepteur de puces d'un chiffre d'affaires supérieur aux estimations pour le quatrième trimestre, avec la perspective d'une croissance des ventes de l'intelligence artificielle en amélioration significative au cours de l'exercice 2026.
Kenvue a en revanche chuté (-9,35%) après que le Wall Street Journal, citant des sources au fait du sujet, a rapporté que le secrétaire à la Santé Robert F. Kennedy Jr. prévoyait d'annoncer que l'utilisation chez les femmes enceintes de l'analgésique Tylenol, vendu par la société, est potentiellement liée à l'autisme.

FRAPPÉE PAR DES DROITS DE DOUANE DE 39%

La Suisse tente encore de négocier avec Donald Trump

Le ministre suisse de l'Économie rencontre des hauts responsables américains vendredi à Washington. La Suisse a préparé de nouvelles mesures économiques pour persuader les États-Unis de réduire leurs surtaxes.

Le ministre suisse de l'Économie, Guy Parmelin, doit rencontrer ce vendredi 5 septembre de hauts responsables de l'administration américaine dans le cadre des initiatives de la confédération helvétique pour atténuer le taux de droits de douane de 39% imposé par le président Donald Trump. Le Conseil fédéral suisse a indiqué que Guy Parmelin s'est rendu à Washington jeudi soir pour des discussions prévues ce vendredi au "niveau ministériel". Le ministère suisse des Affaires économiques a refusé de fournir davantage de détails sur les discussions prévues, notamment les noms des responsables américains que Guy Parmelin doit rencontrer. La Suisse a préparé un nouveau paquet de mesures économiques visant à persuader les États-Unis de réduire leurs surtaxes douanières, selon une source proche du dossier. Il s'agit notamment de propositions visant à encourager les entreprises à investir davantage aux États-Unis, ainsi qu'à accroître les achats du pays en matière de défense et à étendre l'accès au marché suisse pour les produits énergétiques américains,



selon deux autres sources proches du dossier.

Menace sur l'industrie pharmaceutique

Alors que la Suisse cherche à abaisser les droits de douane, actuellement de 39% sur

la plupart de ses produits exportés vers les États-Unis, le pays veut également éviter de nouvelles surtaxes dans le secteur pharmaceutique, ont ajouté les sources. Pour le moment, le secteur pharmaceutique n'est pas soumis aux droits de douane américains, mais la menace plane toujours. Les produits pharmaceutiques représentent un élément clé de l'économie suisse, comptant pour près de la moitié des 65 milliards de francs suisses (69,2 milliards d'euros) d'exportations de la Suisse vers les États-Unis dégagés en 2024. La présidente suisse Karin Keller-Sutter et le ministre de l'Économie avaient déjà effectué le mois dernier un déplacement à Washington pour tenter d'éviter l'application des droits de douane américains infligés à la Suisse, dont les taux sont parmi les plus élevés de tous ceux décidés par Donald Trump. Le directeur général d'UBS, Sergio Ermotti, a déclaré vendredi redouter que les droits de douane américains n'exercent une pression sur la croissance économique et ne contribuent à une hausse de l'inflation.

CHINE

Pékin va construire un «canal de Suez» terrestre pour relier l'Europe et l'Asie sans passer par la mer

La Chine construit discrètement des routes alternatives pour exporter ses marchandises vers l'Europe, sans passer par la mer du Sud, afin d'éviter les tensions avec les États-Unis et leurs alliés dans la région. La ville montagneuse de Chongqing, en Chine, est devenue une plaque tournante majeure pour une route commerciale terrestre qui, selon certains, pourrait devenir le nouveau canal de Suez.

Desservie par le rail, cette route devrait devenir le plus important pôle logistique d'Asie. Le South China Morning Post a indiqué que la ville s'est rapidement imposée comme un pivot stratégique du réseau commercial chinois et que son modèle, s'il continue de prospérer, pourrait inciter le gouvernement à investir de la même manière dans l'ouest du pays. Chaque jour, la ville gère des centaines de cargaisons, reliant des pays d'Asie du Sud-Est

comme le Vietnam et Singapour à l'Europe, notamment l'Allemagne et la Pologne, grâce à des trains de marchandises à grande vitesse. Le délai de livraison par voie terrestre est de 10 à 20 jours plus court que celui par voie maritime traditionnelle, ce qui simplifie considérablement les formalités douanières. Le lancement du train à grande vitesse de l'ASEAN en 2023 a réduit le délai de transport entre Hanoï et Chongqing à seule-

ment cinq jours, permettant ainsi aux marchandises d'atteindre l'Europe en moins de deux semaines. Outre sa situation stratégique, Chongqing est un pôle de production majeur, produisant environ un tiers des ordinateurs portables du monde, une base majeure pour la production de voitures électriques et un important centre d'exportation pour un quart des voitures chinoises.

POUR SURMONTER L'OPPOSITION DE LA FRANCE

Bruxelles propose un accord UE-Mercosur modifié

La France a été à l'avant-garde de la résistance à l'accord du Mercosur conclu par la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, en décembre 2024. La Commission européenne a partiellement cédé aux exigences de la France en renforçant la surveillance des marchés agricoles les plus sensibles, dans l'espoir d'apaiser les craintes des agriculteurs. La Commission a lancé mercredi le processus de ratification de l'accord commercial conclu en décembre 2024 avec le Mercosur - un groupe de pays rassemblant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay -, en espérant que les États membres les plus réticents, la France en tête, finiront par donner leur accord. À cette fin, l'exécutif européen a répondu

à une demande essentielle de Paris en s'engageant à surveiller de près les éventuelles perturbations du marché pour les producteurs européens des produits les plus sensibles, tels que le bœuf et la volaille.

La France salue une décision qui va "dans le bon sens"

Cette disposition supplémentaire, qui devrait prendre la forme d'un acte juridique, n'engagera pas les pays du Mercosur, mais uniquement la Commission elle-même, qui espère ainsi répondre aux préoccupations des agriculteurs qui craignent la concurrence déloyale des produits du Mercosur. "L'Union européenne [...] a entendu les

réserves émises" par la France, s'est félicitée la porte-parole du gouvernement, Sophie Primas, suite au Conseil des ministres mercredi. "Cela va dans le bon sens [...] : assumer l'ouverture tout en protégeant nos filières sensibles", affirme également le ministre du Commerce extérieur, Laurent Saint-Martin. "La France va maintenant examiner dans le détail ce qui est proposé, afin de s'assurer de l'efficacité du dispositif". En vertu de l'accord conclu en 2024, une perturbation du marché peut amener un pays à déclencher une clause de sauvegarde qui restreint les importations en provenance d'un autre pays. La France avait jugé cette clause insuffisamment efficace. L'accord conclu entre l'Union européenne et les pays du Mercosur vise à

créer une zone de libre-échange entre les deux blocs, avec la suppression progressive des droits de douane sur la plupart des produits, à l'exception de certains produits agricoles soumis à des quotas. L'accord doit maintenant être voté par le Parlement européen et approuvé par une majorité qualifiée des États membres de l'UE, soit au moins 15 sur 27, représentant 65 % de la population européenne. Au plus fort de la controverse, la France pouvait compter sur le soutien de la Pologne, des Pays-Bas, de l'Autriche et potentiellement de l'Italie pour former une minorité de blocage au sein du Conseil. Mais après des mois de négociations laborieuses sur un accord tarifaire avec les États-Unis, cet équilibre semble s'être modifié.

SELON LE PATRON DE DEUTSCHE BANK L'Allemagne menacée par la peur des réformes

Le président du premier groupe bancaire allemand Deutsche Bank a estimé mercredi que l'Allemagne est moins menacée par les tensions commerciales que par son incapacité à mener des réformes urgentes pour relancer son activité économique en panne. "Le plus grand risque économique pour l'Allemagne n'est pas les droits de douane et autres barrières commerciales, mais notre manque de courage, notre prudence, notre lourdeur", a déclaré Christian Sewing, également président du lobby des banques privées allemandes (BdB), en ouverture d'un congrès bancaire à Francfort. "Ce qui nous manque, ce n'est pas la compétence, mais le courage et un engagement clair en faveur du changement", a souligné le banquier, au moment où le gouvernement de coalition mené par le chancelier Friedrich Merz a promis un "automne des réformes" après des débuts poussifs depuis le printemps. Les dirigeants des partis de la coalition au pouvoir, conservateurs de la CDU-CSU et sociaux-démocrates (SPD), se réunissent mercredi à Berlin pour discuter des réformes à mener dans les mois à venir. La réunion, qui se tiendra dans l'après-midi à la Chancellerie, a été précédée de déclarations dissonantes entre les ténors de la coalition, notamment sur le besoin de réformer les systèmes sociaux. Les entreprises réclament aussi des réformes urgentes pour réduire la bureaucratie et abaisser les prix de l'énergie. "C'est pourquoi nous avons urgentement besoin de l'automne des réformes annoncées, et ce, de manière à ce qu'il mérite vraiment son nom", a lancé M. Sewing. Berlin a brisé un tabou au printemps en lâchant la bride sur le frein constitutionnel à la dette, afin de permettre le vote de programmes d'investissements en centaines de milliards d'euros pour muscler la défense et moderniser les infrastructures du pays. "On ne peut pas seulement augmenter la dette et ne pas mettre en place de réforme, les deux doivent aller de pair", a prévenu M. Sewing.

Près de 3 Md€ d'amende pour Google en Europe

La Commission européenne a infligé une lourde amende à Google concernant ses pratiques anticoncurrentielles dans le domaine de la publicité en ligne. L'exécutif bruxellois demande par ailleurs à la firme américaine des mesures pour corriger ses comportements.

La semaine a été particulièrement éprouvante pour Google sur le front des contentieux juridiques. En l'espace de quelques jours, la firme américaine s'est vue infliger une amende par la Cnil à hauteur de 325 millions d'euros pour absence de consentement, puis une sanction de 425 millions de dollars par un tribunal fédéral pour la collecte de données personnelles. La Commission européenne vient d'ajouter une amende de 2,95 milliards d'euros contre Google pour pratiques anti-concurrentielles dans le secteur de la publicité en ligne. Elle lui reproche d'avoir favorisé ses propres services de technologie d'affichage publicitaire en ligne au détriment de ceux des fournisseurs concurrents (spécialiste de l'adtech, annonceurs et éditeurs en ligne). Les faits ont commencé en 2014 jusqu'à aujourd'hui, ce qui explique aussi le montant de l'amende sanctionnant un abus de position dominante qui s'étale dans le temps.



Des mesures pour réparer les manquements

A noter qu'outre la sanction financière, la Commission européenne réclame des mesures à la firme de Mountain View pour mettre fin à ces pratiques. Elle

laisse 60 jours à la société pour lui présenter des propositions. En sachant que l'institution européenne n'écartera pas l'idée d'une cessions structurelle de ses actifs adtech mais « souhaitait d'abord entendre et évaluer la proposition de Google ».

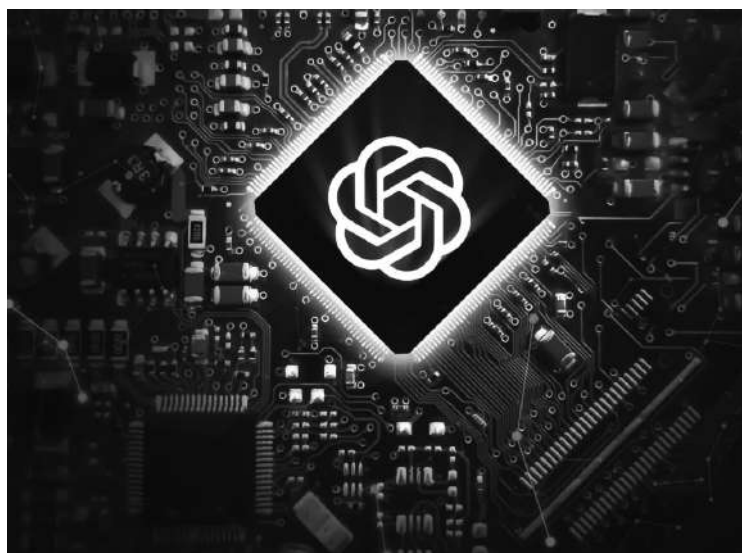
Le fournisseur a annoncé faire appel de la décision de la Commission. « Elle impose une amende injustifiée et nécessite des changements qui vont nuire à des milliers d'entreprises européennes en rendant plus difficile pour elles de gagner de l'argent », a expliqué Lee-Anne Mulholland, responsable mondiale des affaires réglementaires du groupe. Cette décision intervient également dans un contexte géopolitique spécial où Donald Trump menace d'augmenter les droits de douane si l'Europe régule trop les fournisseurs IT américains. On prête par ailleurs au commissaire européen au commerce, Maroš Šefčovič, d'avoir bloqué la publication de l'amende sur Google qui devait sortir en début de semaine.

OpenAI se prépare à produire en masse ses propres puces d'IA

OpenAI devrait débuter la production de sa propre puce personnalisée d'intelligence artificielle (IA) l'année prochaine. C'est une tendance claire dans l'industrie : les éditeurs veulent moins dépendre de NVIDIA. Sam Altman, P.-D.G de la start-up, ne s'en est jamais caché : il ambitionne de développer des processeurs d'IA en interne afin de moins dépendre de NVIDIA, qui domine allègrement le marché. On savait déjà que la firme avait discuté avec Broadcom pour mener à bien cette mission, la date de 2026 ayant également été évoquée. Ces informations se confirment désormais, selon le très bien renseigné Financial Times.

Une puce réservée aux usages internes

Ainsi, sa puce sur mesure,



conçue conjointement avec Broadcom, devrait être produite et livrée dans quelques mois. Cela va dans le sens de récentes déclarations de Hock E

Tan, dirigeant du constructeur américain, qui a révélé avoir décroché un nouveau client pour son activité de puces dédiées à l'intelligence artificielle.

Si Broadcom ne divulgue pas le nom de ses partenaires, il est quasiment certain qu'il s'agit d'OpenAI.

À noter que ces accélérateurs, dédiés à l'inférence, ne seront pas commercialisés mais uniquement réservés aux besoins colossaux des modèles de l'entreprise. D'ailleurs, Altman a récemment fait part de sa volonté de doubler sa capacité de calcul dans les 5 prochains mois, pour répondre à la demande croissante liée à GPT-5. En gardant ces puces en usage privé, OpenAI s'assure un avantage concurrentiel direct, tout en gardant la main sur la manière dont elles sont exploitées et intégrées à son écosystème.

L'essor des puces personnalisées

Avec ce partenariat, OpenAI s'aligne aussi sur la stratégie

des géants comme Google, Amazon ou Meta, déjà engagés dans la conception de leurs propres puces d'IA.

Une manière de s'émanciper, du moins partiellement, de NVIDIA. Car la dominance du géant rend le marché particulièrement coûteux et soumis à des tensions d'approvisionnement.

Les ambitions de l'éditeur de ChatGPT témoignent également d'une tendance grandissante dans l'industrie : la montée en puissance des puces personnalisées.

Contrairement aux technologies prêtes à l'emploi commercialisées par NVIDIA ou AMD, elles sont conçues pour répondre aux besoins spécifiques de chaque acteur.

Reste à voir si les performances seront au rendez-vous.

Brèves

Le HPC exascale Jupiter inauguré

Conçu par le Centre de supercalcul de Jülich (JSC) en collaboration avec l'entreprise commune EuroHPC (EuroHPC JU) et acheté par EuroHPC, Jupiter est le premier supercalculateur en Europe à dépasser le quintillion de calculs par seconde (1 exaflop/s). Présenté en juin dernier, il vient officiellement d'être inauguré en présence du chancelier Friedrich Merz. Ce système embarque 125 racks BullSequana XH3000 d'Eviden (avec

refroidissement liquide) et 24 000 puces GH200 (associe un CPU Grace sous Arm et un GPU Hopper) de Nvidia, interconnectés par le réseau InfiniBand Quantum-2 du fournisseur américain. Sa puissance de calcul sera utilisée dans les domaines de la recherche climatique, énergétique, médicale et des matériaux.

Onepoint rachète In-IT

Candidat malheureux au rachat d'Atos, la SSII dirigée et fondée par David Layani a mis la main sur In-IT, intégrateur spécialisé dans

ServiceNow (automatisation et optimisation des processus métiers). L'acquisition de cette société, qui emploie 100 personnes, doit permettre à Onepoint de doter ses clients de systèmes agentiques et de processus assistés par l'IA. « Avec 11 ans d'expérience et plus de 80 certifications, In-IT accompagne des clients, dont 90% sont des entreprises du CAC40, dans la mise en place de solutions ESM. Aujourd'hui, l'entreprise basée à Dijon et présente à Paris et à Toulouse », fait savoir OnePoint.

OpenAI concurrence LinkedIn

La start-up américaine OpenAI affirme développer une plateforme de recrutement basée sur l'IA afin de mettre en relation les entreprises et les employés, un service qui placerait l'entreprise en concurrence directe avec LinkedIn. Le service s'appelle Jobs Platform, et la société prévoit de le lancer d'ici mi-2026, a déclaré un porte-parole d'OpenAI à Techcrunch.

"PRESQUE UN MÈTRE DE LARGE"

Le Mercedes GLC électrique dévoile son gigantesque écran

À la veille de sa présentation munichoise, Mercedes dévoile l'intérieur de son tout nouveau GLC électrique. La marque promet une expérience radicalement repensée, dominée par une évolution inédite de la planche de bord et un recours massif à l'affichage numérique. Si la prouesse technologique semble très impressionnante, elle pose aussi évidemment des questions quant à l'ergonomie et son usage. Voici ce que l'on sait en attendant la révélation le 7 Septembre.

Quelques jours avant sa présentation officielle à l'IAA Mobility de Munich, Mercedes-Benz lève le voile sur l'intérieur de son nouveau GLC électrique. Et le moins que l'on puisse dire est que le constructeur inaugure ici la version la plus avancée à ce jour de son Hyperscreen : pour la première fois, il s'agit d'une dalle d'un seul tenant de 99,3 cm (39,1 pouces) de large, couvrant tout le tableau de bord, sans rupture entre les espaces conducteur, central et passager. Jusqu'ici en effet, même les systèmes de la berline EQS et de la récente CLA utilisaient trois écrans individualisés dissimulés sous une unique vitre ; désormais, cette approche laisse place à une dalle unifiée, un record absolu pour la marque.

Un hyperscreen écran géant, 1 000 LED et une ergonomie inédite

Cette dalle impressionne par ses données brutes : 99,3 cm de largeur, rétroéclairage matriciel doté de plus de 1 000 LED pilotables individuellement, et une matrice brevetée avec zones à luminosité variable : il est ainsi possible d'ajuster la brillance de deux zones distinctement via des curseurs de réglages afin d'assurer une lecture toujours lisible à a fois selon les reflets du soleil, les zones d'ombres ou tout simplement pour ne pas gêner le conducteur. De toute façon, toute la partie droite de l'écran sera doté d'un filtre anti-distraktion. Notons toutefois que cet écran reste optionnel et qu'il cohabite avec des versions standard de série dotées de trois écrans séparés : cette fois : instrumentation de bords (26 cm), deux écrans centraux et passager de 35,6 cm chacun. Autre aspect intéressant, le dessin de la planche de bord qui adopte désormais un



langage de design plus sensuel avec une sculpture décorative en T reliant la console centrale à l'instrumentation, avec une garniture bois, une bande lumineuse d'ambiance, des aérateurs métalliques et des inserts soignés en aluminium brossé à l'image des grilles hi-fi Burmester. Mais Mercedes n'abandonne pas totalement les commandes physiques : sous la dalle principale, subsiste une rangée de touches dont le bouton des feux de détresse, ainsi qu'une console flottante dédiée au rangement et à la recharge par induction pour deux smartphones. Le système MBUX, basé sur l'OS maison MB.OS, devrait gérer toute l'interface numérique de la voiture : navigation, fonctionnalités connectées, gestion avancée des aides à la

conduite et personnalisation de l'ensemble des menus via intelligence artificielle (itinéraires, raccourcis, assistance...). On a hâte de tester cette nouvelle mouture en tout cas !

Si pour le moment la marque reste discrète sur les détails techniques qui seront révélés le 7 Septembre, on voit d'une part que la configuration intérieure diffère radicalement du GLC actuel. La suppression du tunnel de transmission de cette version électrique devrait libérer un espace de rangement conséquent sous la console, tandis que l'ergonomie devrait aussi être simplifiée malgré l'accumulation de fonctionnalités numériques. Par ailleurs, sur le plan technique, le nouveau Mercedes GLC électrique devrait ta-

bler sur une autonomie supérieure à 650 km grâce à la toute récente plateforme dédiée MB.EA de 800 volts, proche de celle de la nouvelle CLA électrique. À titre de comparaison, cette dernière revendique 750 km d'autonomie, une puissance de charge de 350 kW et la possibilité de récupérer 260 km en seulement 10 minutes. Les données détaillées concernant la puissance, la capacité de batterie, la masse et l'ensemble de la fiche technique seront dévoilées le 7 septembre à Munich. Ce SUV viendra ainsi rivaliser directement avec le BMW iX3 Neue Klasse, chacun explorant les nouvelles normes des grands véhicules électriques. Rendez vous dans dans quelques jours pour en savoir plus.

NOUVEAU BMW iX3

Il lance la révolution Neue Klasse

Voilà des années que BMW nous serine d'annonces et concepts autour de sa Neue Klasse. En voici enfin le premier modèle de série. Reste à savoir si ce BMW iX3 est à la hauteur des attentes !

La Neue Klasse représente plus qu'un simple modèle. Elle constitue l'avenir de la marque selon BMW. Comprenez qu'elle se déclinera en une litanie de modèles couvrant un large spectre de segments et catégories. Et si l'on a longtemps pensé que ce nouvel avenir commencerait par un successeur à la Série 3, c'est en réalité sous la forme d'un SUV qu'elle débute sa carrière avec le nouveau BMW iX3 en fer de lance. Ce faisant, BMW ne saurait trop insister sur le fait que cette nouvelle génération du iX3 n'a rien - mais rien - en commun avec sa devancière. Et par extension avec toutes les autres BMW actuellement au catalogue. Et reconnaissons qu'un simple coup d'oeil à la fiche technique du SAV (Sports Activity Vehicle) nous porte à croire les responsables munichois. Sur tous les fronts (électriques) qui



comptent, le nouveau BMW iX3 va un peu plus loin que son prédécesseur. Les batteries ? 108,7 kWh de capacité nette - du moins pour l'iX3 50 xDrive - combinée à une tension de 800 volts. Non seulement cela vous permet de parcourir 805 km sur une seule charge (selon la norme WLTP), mais la recharge rapide qui s'imposera ensuite pourra culminer à 400 kW grâce à l'architecture électrique améliorée. De quoi vous permettre, dans le meilleur des cas, de passer de 10 à 80 % de charge en 21 minutes. En termes de puissance également, cet iX3 50 xDrive marque une nette progression. Avec 469 ch et 645 Nm

- puissance fournie par un moteur synchrone à excitation externe sur l'essieu arrière et un moteur à induction à l'avant - le sprint de 0 à 100 km/h ne prend pas plus de 4,9 s tandis que la vitesse de pointe s'établit à 210 km/h. Voilà qui s'avère plutôt sympathique, mais qu'en est-il des valeurs familiales ? Après tout, une plus grande autonomie et des performances accrues ne valent rien si vous ne pouvez même pas installer vos enfants sur la banquette arrière. Eh bien, ces derniers n'ont pas à s'inquiéter. Avec une longueur de 4,78 m, une largeur de 1,90 m et une hauteur de 1,64 m, vous pouvez facilement accueillir

quatre passagers. Et beaucoup de bagages. Le coffre offre un volume de chargement de 520 l derrière la banquette, voire 1750 l une fois cette dernière rabattue. Un frunk (coffre avant) est également prévu (58 litres). S'y ajoute encore la possibilité de tracter une remorque freinée jusqu'à 2 tonnes. Une fois au volant - et si cette option est évidemment prévue - on remarque immédiatement l'innovation à ce niveau également. En effet, la vision panoramique est désormais projetée sur le pare-brise, l'affichage tête haute s'étendant d'un montant à l'autre. Derrière l'écran tactile central se trouve l'Operating System X, ou la dernière itération du système d'infodivertissement de BMW. Outre les services de streaming bien connus - Spotify, Disney+, YouTube... - vous pouvez désormais l'utiliser pour zoomer (réunion en ligne). Les mains libres, bien sûr. Un boom de l'électronique embarquée qui nécessite évidemment plus de puissance de calcul. Chez BMW, on parle de "super-cerveaux", c'est-

à-dire d'un ensemble de quatre ordinateurs, chacun contrôlant et gérant une partie de la technologie. Bien entendu, ces éléments sont également basés sur des logiciels, ce qui signifie qu'ils peuvent être mis à jour par voie hertzienne (OTA) si nécessaire.

Le "cœur de la joie" (Heart of Joy) s'occupe du groupe motopropulseur et de la dynamique de conduite. Le freinage, l'accélération et la récupération se font dix fois plus vite qu'auparavant. BMW affirme même que si vous laissez l'électronique faire son travail, jusqu'à 98 % des manœuvres de freinage sont prises en charge par le freinage régénératif. En d'autres termes, sans utiliser les freins physiques. Le nouveau BMW iX3 sera disponible à partir du printemps 2026. Les exemplaires destinés à notre marché sortiront de la chaîne de production en Hongrie, plus précisément de la nouvelle usine BMW de Debrecen. Les prix ne sont évidemment pas encore connus, mais il nous semble assez évident qu'ils ne seront pas inférieurs à ceux du précédent iX3.

PÉTROLE

Le Brent à 65,50 dollars le baril

Les prix du pétrole ont reculé vendredi. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, a diminué de 2,22% à 65,50 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, a perdu 2,54% à 61,87 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 7 septembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



D'UNE VALEUR TOTALE DE 100 MILLIONS DE DOLLARS SUR CINQ ANS

« Elsewedy Electric-Algérie » signe des contrats d'exportation vers la Côte d'Ivoire

« Elsewedy Electric-Algérie » a signé hier, au Palais des Expositions « Safex », un contrat d'exportation de câbles produits en Algérie vers la Côte d'Ivoire, à l'occasion du Salon du commerce intra-africain « IATF 2025 », organisé à Alger. La signature de ces contrats s'est déroulée en présence du Directeur général de l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement, M. Omar Rekache, et du Président du Conseil de la Relance Économique Algérien, M. Kamel Moula. Conformément à cet accord, « Elsewedy Electric-Algérie » exportera des câbles produits localement vers la Côte d'Ivoire pour une valeur totale de 100 millions de dollars sur cinq ans, soit l'équivalent de 20 millions de dollars par an. Lors de son allocution, M. Rekache a précisé que la signature de cet accord constitue un exemple parmi les conventions qui seront conclues durant le salon, lequel verra d'autres accords signés. Il a également souligné l'engagement de l'Agence à accompagner et orienter les entreprises et investisseurs algériens afin de conclure le plus grand nombre possible de contrats commerciaux et d'accords d'investissement lors de cette édition. Le DG de l'AAPRI a réaffirmé que l'Agence reste présente et mobilisée pour soutenir les investisseurs, en coordination avec l'ensemble de ses partenaires.

MINISTÈRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES

Le président de la République décide l'organisation d'un concours international sur la Sira du Prophète

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a annoncé, vendredi dans un communiqué, la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'organiser un concours international sur la Sira du Prophète intitulé "Prix d'Algérie pour la Sira du Prophète Mohammed (QSSSL)". "A l'occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui echarif, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs annonce la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'organiser un concours international sur la Sira du Prophète intitulé +Prix d'Algérie pour la Sira du Prophète Mohammed (QSSSL)+", lit-on dans le communiqué.

PREMIÈRE ANNÉE DU SECOND MANDAT PRÉSIDENTIEL

Les grandes réalisations économiques de Tebboune

Synthèse Z R.

Depuis sa réélection en septembre 2024, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a placé la première année de son second mandat sous le signe du parachèvement des grands chantiers et de la concrétisation d'ambitions devenues réalités sur le terrain. Entre infrastructures hydrauliques, projets ferroviaires stratégiques, diversification économique et initiatives sociales, l'Algérie victorieuse récolte aujourd'hui les fruits des réformes engagées depuis 2019.

Parmi les réalisations phares figure la mise en service de quatre usines de dessalement d'eau de mer à El Tarf (Koudiet Eddraouche), Boumerdès (Cap Djinnet), Tipasa (Fouka) et Oran (Cap Blanc). Chaque infrastructure dispose d'une capacité de production de 300.000 m³/jour. Ces réalisations, effectuées en un temps record par des compétences nationales, répondent à l'impératif de sécuriser l'approvisionnement en eau potable et de réduire durablement le stress hydrique. Une cinquième grande usine, achevée à Béjaïa, viendra renforcer le dispositif.

Le développement ferroviaire constitue un autre levier majeur. En avril 2025, le chef de l'État a inauguré la ligne Béchar-Abadla (100 km), intégrée au projet stratégique reliant Béchar à la mine de

fer de Gara Djebilet (près de 1.000 km). Ce gisement de 3,5 milliards de tonnes de minerai, dont l'exploitation à grande échelle est prévue dès 2026, représente un tournant économique majeur. En parallèle, le président Tebboune a donné le coup d'envoi de la construction d'un complexe de production de concentré et de boulettes de fer à Toumiat, projet destiné à valoriser localement cette ressource. Sur le plan macroéconomique, l'Algérie a préservé ses réserves de change et la stabilité monétaire, tout en finançant des projets structurants sans recourir à l'endettement extérieur. Les projections pour 2025 tablent sur une croissance de 4,5 %, dont 5 % hors hydrocarbures, et des exportations hors hydrocarbures atteignant 10 milliards USD. Le PIB devrait avoisiner 280 milliards USD. La sécurité alimentaire a également enregistré un succès historique avec l'autosuffisance en blé dur, une première depuis des décennies.

Dimension sociale : logement, salaires et startups

La politique sociale demeure un axe central. Elle s'est traduite par le lancement de vastes programmes de logements, la revalorisation salariale et le soutien aux transferts sociaux. Par ailleurs, l'économie numérique prend de l'ampleur : près de 8.000 startups sont

recensées en 2025, avec un objectif de 20.000 d'ici 2029, soutenues par des mesures incitatives favorisant innovation et entrepreneuriat. Sur le plan externe, le président Tebboune a multiplié les déplacements officiels en Mauritanie, au Sultanat d'Oman, en Slovénie et en Italie, tout en recevant à Alger de nombreux chefs d'État et de gouvernement. Ces rencontres ont abouti à la signature d'accords stratégiques confortant la place de l'Algérie comme acteur influent dans son environnement africain, arabe, méditerranéen et européen. Au-delà des résultats économiques, Abdelmadjid Tebboune poursuit son projet de refondation politique. Sa gouvernance met l'accent sur la décentralisation, la démocratie participative et l'État de droit, tout en instaurant une tradition de dialogue direct avec les partis politiques, la société civile, les walis et les opérateurs économiques. Érigée en modèle de résilience dans un contexte international incertain, l'Algérie a enregistré l'un des taux de croissance les plus élevés du bassin méditerranéen en 2025. Ses succès économiques et sociaux, salués par les institutions internationales, confirment une ambition claire : hisser le pays au rang des économies émergentes tout en consolidant son indépendance politique et économique.

MÉTÉO

Vague de chaleur sur Alger et Boumerdes, pluies orageuses sur plusieurs autres wilayas du pays

Une vague de chaleur affectera, samedi, les wilayas d'Alger et Boumerdes, alors que des pluies orageuses sont attendues sur d'autres wilayas du pays, indique un Bulletin météorologique spécial (BMS), émis par l'Office national de météorologie. De niveau de vigi-

lance "jaune", le BMS canicule concerne les wilayas d'Alger et de Boumerdes qui connaîtront une hausse sensible des températures, de samedi à 6h00 au lendemain, dimanche, à 6h00, précise la même source. Pour ce qui est des pluies orageuses, elles sont attendues sur les wilayas de

Bordj Badji Mokhtar, In Guezam, Souk Ahras, Laghouat, Beni-Abbes, Bordj Bou Arreridj, M'sila, Tiaret, Mila, Oum El Bouaghi, Tébessa, Guelma, Tindouf, Annaba, Constantine, Sétif, Djelfa, Skikda, Khenchela, Biskra, Jijel, El Bayadh, Batna, Naâma, El Tarf, Adrar et Béchar

Condoléances

Le gérant du quotidien « Les Enjeux Eco », ainsi que l'ensemble de la rédaction profondément attristés par le décès de la mère de Monsieur Omar ATTIA, Directeur général du quotidien « La Nation », présentent à sa famille leurs condoléances les plus sincères et l'assurent, en cette douloureuse circonstance, de leur profonde compassion. Puisse Dieu, le Tout-Puissant, accueillir la défunte en Son vaste paradis. À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

ORAN

Renforcement du transport public à travers l'extension du parc de bus

Les participants à une conférence de wilaya sur le système de transport, organisée jeudi soir à Oran, ont appelé au renforcement du transport public par l'extension du parc de bus afin de couvrir toutes les communes de la wilaya, tout en améliorant la qualité des services. Dans ce contexte, Mouad Abed, coordinateur de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), organisatrice de cette rencontre, a souligné la nécessité de « réorganiser le secteur du transport sous toutes ses composantes, notamment le transport urbain et suburbain, en impliquant la direction locale des

transports » et « encourager le secteur privé à investir dans le domaine, conformément à un cahier des charges strict garantissant un bon service au citoyen ». Il a également mis en avant l'importance de « promouvoir le transport public » ainsi que le « transport écologique » en recourant à des bus électriques, en plus de l'intégration d'applications numériques et de solutions technologiques telles que le paiement électronique.

Le conférencier a salué, à ce propos, les décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'importation de 10.000 bus. M. Abed a

aussi insisté sur la nécessité d'organiser les stations de transport et d'instaurer un système de contrôle numérique pour évaluer la qualité du service et le respect des horaires par les transporteurs. Il a également proposé la création de groupements de transport avec au moins trois bus par groupement, pour mieux structurer le secteur.

De son côté, Djilali Kandsi, président de la Fédération des chauffeurs de taxi de la wilaya d'Oran, a appelé "à autoriser l'importation de voitures de moins de 5 ans, destinées aux chauffeurs de taxi inter-wilayas, ainsi qu'à leur octroyer des prêts bancaires

pour l'acquisition de ces véhicules". Cette rencontre, qui a réuni des représentants de la Fédération des chauffeurs de taxi de la wilaya d'Oran, de l'Union nationale des transporteurs algériens, du Syndicat national des chauffeurs de taxi et des transporteurs, tous affiliés à l'Union générale des commerçants et artisans algériens, ainsi qu'un certain nombre de chauffeurs de taxis et de bus, a été une occasion pour soulever plusieurs préoccupations. Parmi celles-ci : la saturation des lignes, le renforcement de la liaison entre les communes, et la nécessité de revoir le système de formation des conducteurs.